



PROSPECTUS

(établi en application des articles 211-1 à 216-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

mis à la disposition du public à l'occasion de l'émission de

TITRES SUBORDONNES REMBOURSABLES A TAUX FIXE

4,05 % Novembre 2006 / Novembre 2018
garantis par Crédit Agricole S.A.

(code valeur : FR 0010383901)

Le taux de rendement actuariel de cette émission est égal à 4,04 %. Il ressort avec un écart de taux de 0,18 % par rapport aux taux des emprunts d'Etat de durée équivalente (3,86 %)(*) constatés au moment de la fixation des conditions d'émission.

Le Titre Subordonné Remboursable se distingue de l'obligation en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

Ce prospectus est composé :

- *du document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D 05-0233 pour les comptes 2004,*
- *du document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188, ainsi que ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01, le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-188-A02, le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-188-A03*
- *du prospectus Radian ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 05-576 en date du 21 juin 2005 pour les comptes 2004*
- *du résumé du prospectus*
- *et de la présente note d'opération.*

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 1^{er} novembre 2006

AMF

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 06-384 en date du 27 octobre 2006 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié *"si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes"*. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, auprès de :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.
Il est également disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org

(*) taux constaté aux environs de 14h55 en date du _27_octobre 2006

SOMMAIRE

	<i>Facteurs de Risques</i>	<i>page 3</i>
	<i>Résumé du prospectus</i>	<i>page 6</i>
CHAPITRE I	Responsables du prospectus Responsables du contrôle des comptes	pages 19 & 20 page 21
CHAPITRE II	Renseignements concernant l'émission	page 22
 PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant l'Emetteur et son capital	page 28
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité de l'Emetteur	page 30
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats	page 35
CHAPITRE VI	Organes d'administration, de direction et de surveillance	page 67
CHAPITRE VII	Evolution récente et perspectives d'avenir	page 69
CHAPITRE VIII	Actualisation liée à l'entrée en vigueur du Règlement européen	page 70
 DEUXIEME PARTIE : LE GARANT		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant le Garant et son capital	page 71
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité du Garant	page 71
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats du Garant	page 71
CHAPITRE VI	Gouvernance d'entreprise et contrôle interne	page 71
CHAPITRE VII	Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir	page 72
	Mentions légales, coupon-réponse	

FACTEURS DE RISQUES

L'Emetteur considère que les facteurs ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des titres subordonnés. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire ; l'Emetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Les facteurs qui sont importants dans le but de déterminer les risques de marché associés aux titres subordonnés sont décrits ci-dessous.

L'Emetteur considère que les risques décrits ci-dessous constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les titres subordonnés, mais l'incapacité de l'Emetteur à payer tout montant au titre de ou en relation avec les titres subordonnés peut survenir pour des raisons autres que celles décrites ci-dessous. L'Emetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention de titres subordonnés sont exhaustifs. Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et parvenir à se faire leur propre opinion avant de prendre une décision d'investissement.

A) Facteurs de Risques liés à l'Emetteur

1) Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIAN et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

2) Dispositif de contrôle interne général

- a. Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il Approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne.
- b. L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant.

3) La qualité de crédit de l'Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

B) Facteurs de risques liés au Garant

Facteurs pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations

Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations du Garant et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts du Garant. De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture pour certains risques et augmenter ainsi le risque du Garant.

La qualité de crédit du Garant

Le Garant émet un grand nombre d'instruments financiers sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit du Garant et de nulle autre personne.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les titres. Le Garant n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour ces conséquences et l'impact sur l'investissement.

C) Facteurs de Risques liés aux Titres subordonnés remboursables

1) Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables

Les Titres Subordonnés Remboursables ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels

Titres Subordonnés Remboursables :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables

Les risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables sont décrits brièvement ci-dessous :

La Directive de l'Union Européenne sur l'épargne.

Si, suite à l'entrée en vigueur de la Directive de l'Union Européenne sur l'Epargne, un paiement doit être fait ou encaissé dans un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et une taxe ou un montant relatif à une taxe doit être retenu de ce paiement, ni l'Emetteur ni un quelconque agent payeur ni aucune autre personne ne sera obligé(e) de payer une somme supplémentaire au titre des Titres Subordonnés Remboursables du fait de l'application de cette retenue à la source.

Changement de loi

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus . Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

Absence de conseil juridique ou fiscal

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

2) Risques de marché et autres facteurs de risque

Risques liés au marché en général

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique , le risque de taux et le risque de crédit :

Le marché secondaire

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur s'engage à racheter aux porteurs les Titres Subordonnés Remboursables et ce pendant toute leur durée de vie.

Considérations d'ordre juridique pouvant restreindre la possibilité de certains investissements

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont sujettes à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, (1) il peut légalement acheter les Titres Subordonnés Remboursables (2), les Titres Subordonnés Remboursables peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunt et, (3) d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés Remboursables. Les institutions financières doivent consulter leurs conseils juridiques ou leurs autorités de tutelle afin de déterminer le traitement adéquat des Titres Subordonnés Remboursables en vertu de toute règle d'exigence en fonds propres ou règle similaires.

Risques liés aux taux d'intérêt

Les Titres Subordonnés Remboursables porte intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables.

La baisse de notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables

La notation de crédit de l'Emetteur est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs

Les investisseurs doivent avoir une connaissance et une expérience suffisantes du secteur financier et des affaires pour évaluer les avantages et les risques à investir dans une émission de Titres Subordonnés Remboursables donnée ainsi qu'une connaissance et un accès aux instruments d'analyse afin d'évaluer ces avantages et risques dans le contexte de leur situation financière. Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas appropriés pour des investisseurs qui ne sont pas familiers avec les titres subordonnés. Les investisseurs doivent également disposer de ressources financières suffisantes pour supporter les risques d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.



RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

EMISSION de TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES A TAUX FIXE 4,05% Novembre 2006 / Novembre 2018

*Visa de l'Autorité des marchés financiers n° 06-384 en date du 27 octobre 2006
Code valeur FR0010383901*

*Le présent résumé sera disponible aux heures habituelles de bureau, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) sur simple demande auprès du Garant :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.*

Responsables de l'information :

- de l'Emetteur: Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général de Radian
- du Garant : Monsieur Gilles de MARGERIE, Directeur Finances Groupe

« Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-42 du règlement général de l'AMF, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus ».

A - CONTENU ET MODALITÉS DE L'OPÉRATION

1. Montant de l'émission :

108 000 000 euros représenté par 108 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal

2. Caractéristiques des titres émis :

2.1. **Prix d'émission** : 100,056 % soit 1,00056 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la date de Règlement

2.2. Période de souscription

La souscription sera ouverte du 2 novembre 2006 au 13 novembre 2006 inclus et pourra être close sans préavis

2.3. **Date d'Entrée en Jouissance** : 13 novembre 2006

2.4. **Date de Règlement** : 13 novembre 2006

2.5. Intérêt

2.5.1 **Taux d'intérêt annuel** : 4,05 % pendant 12 ans.

Les titres subordonnés remboursables rapporteront un intérêt de 4,05 % du nominal, soit 0,0405 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 13 novembre de chaque année et pour la première fois le 13 novembre 2007

2.5.2 **Taux de rendement actuariel** : 4,04 % à la date de règlement.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition du Comité de Normalisation Obligatoire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.6. Amortissement, remboursement

Amortissement normal:

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 13 novembre 2018 par remboursement au pair ou, si ce jour n'est pas un Jour de Règlement TARGET, le Jour de Règlement TARGET suivant.

Amortissement anticipé

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

Les titres subordonnés ainsi rachetés seront annulés.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à EURONEXT PARIS SA pour l'information du public et, pourra être obtenue auprès de l'Emetteur.

2.7. Durée et vie moyenne : 12 ans à compter de la Date de Règlement.

2.8. Rang de créance - Maintien de l'emprunt à son rang

Subordination du capital

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.9. Garantie :

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce.. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.10. Notation : Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation

2.11. Mode de représentation des porteurs de titres :

Faisant application de l'article L.228-46 du Code de Commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une masse jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L.228-47 du dit Code, sont désignés :

Le représentant titulaire est :

Monsieur Pierre DESCAZEUX

demeurant : 18, rue François Boucher – 78000 VERSAILLES

Le représentant titulaire percevra une rémunération de 300 euros par an.

Le représentant suppléant est :

Madame Danielle NEDEY

demeurant : 21, rue Monge – 75005 PARIS

2.12. Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis) centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes.

Le service des titres subordonnés remboursables (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur.

2.13. Droit applicable et tribunaux compétents en cas de litige : droit français.

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

B - ORGANISATION ET ACTIVITE DE L'EMETTEUR

1. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur, ses organes d'administration :

Forme et Législation

Radian est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le nouveau code de commerce.

Elle a été créée le 20 novembre 1989 sous le nom de VALINTER IV. L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a changé la dénomination sociale de la Société en « RADIAN » et l'a dotée d'un capital de 5 000 000 de F.

Le 25 juin 2002, le capital détenu à hauteur de 99,99 % par la société SEGESPAR du Groupe Crédit Agricole S.A. a été cédé à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Objet social

Elle a pour objet de faciliter à moyen et long terme toutes opérations initiées par des entités affiliées à Crédit Agricole S.A., dont les émissions de bons ou emprunts subordonnés ou non, de nature obligataire, employés à la souscription de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Principaux actionnaires

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 41 au 30 juin 2006, sont représentées au sein du capital. 7 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), CRCAM du Midi (2 590 actions, soit 5,18 %) et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537 actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT.

2. Renseignements de caractère général concernant le capital :

Capital social

Le montant du capital social est de 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées.

Depuis le 18 juin 1999, la valeur nominale d'une action a été fixée à 15 euros.

3. Renseignements concernant l'activité de l'émetteur :

Au cours de l'année 2006, la SA RADIANT poursuivra son rôle d'émetteur de titres subordonnés remboursables pour le compte des Caisses Régionales de Crédit Agricole, afin de leur permettre d'ajuster si besoin le niveau de leurs fonds propres. Au 2^{ème} semestre 2006, elle procédera ainsi à deux émissions, l'une classique souscrite dans le réseau des Caisses Régionales, l'autre dite privée souscrite auprès d'un investisseur institutionnel du Groupe Crédit Agricole.

Bilan de la S.A. RADIANT (aux 30 juin 2006, 31 décembre 2005 et 30 juin 2005)
(en milliers d'euros)

ACTIF	30/6/2006	31/12/2005	30/6/2005
Actif Immobilisé	2 418 697,2	2 410 456,9	2 321 889,6
Autres créances	46,0	346,6	
Valeurs mobilières de placement		12 311,1	2 238,9
Disponibilités	2 385,3	221,1	20,4
Actif Circulant	2 431,3	12 878,8	2 259,3
Primes remb. des obligations	901,1	1 051,1	1 200,4
TOTAL ACTIF	2 422 029,6	2 424 386,8	2 325 349,3

PASSIF	30/6/2006	31/12/2005	30/6/2005
Capital social	750,0	750,0	750,0
Réserves	941,6	941,6	941,6
Report à nouveau	143,0	150,3	150,3
Résultat de l'exercice	78,6	42,6	- 129,4
Capitaux Propres	1 913,2	1 884,5	1 712,5
Provisions Risques et Charges	392,3	392,3	392,3
Dettes	2 419 724,1	2 422 110,0	2 323 244,5
TOTAL PASSIF	2 422 029,6	2 424 386,8	2 325 349,3

Les chiffres clés

Compte de résultat résumé en milliers d'euros

	30/6/2006	31/12/2005	30/6/2005
Résultat d'exploitation	- 2 070,8	- 5 980,6	- 2 127,8
Résultat financier	2 153,7	6 115,8	2 047,7
Résultat exceptionnel	3,3	0,9	
Impôts sur les bénéfices	- 7,6	- 93,5	- 49,3
Bénéfice ou perte	78,6	42,6	- 129,4

C - ORGANISATION ET ACTIVITE DU GARANT

1. Renseignements de caractère général concernant le Garant :

Forme et Législation

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le Livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole S.A. est également soumise aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L 512-47 et suivants, ainsi qu'aux dispositions non abrogées du Livre V ancien du Code rural et de la loi n°88-50 du 18 janvier 1988 relative à la mutualisation de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Antérieurement à l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la Société était dénommée Caisse Nationale de Crédit Agricole, désignée en abrégé C.N.C.A.

La Société est issue de la transformation de l'établissement public industriel et commercial Caisse Nationale de Crédit Agricole après absorption du Fonds commun de garantie des Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel. Elle reste titulaire de l'ensemble des droits, obligations, garanties et sûretés de ces personnes morales avant leur transformation, elle exerce tous les droits afférents aux hypothèques consenties au profit de l'Etat.

Depuis l'admission de ses actions aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris, Crédit Agricole S.A. est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

Objet social

Crédit Agricole S.A. a pour mission de faciliter et promouvoir l'activité et le développement des Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel et de l'ensemble du groupe Crédit Agricole.

A cet effet :

- elle exerce la fonction de caisse centrale et assure l'unité financière du Groupe dans ses relations avec l'extérieur
- elle réalise, tant en France qu'à l'étranger, toutes opérations de banque, de finance, de crédit, de prise de participations de services d'investissement
- en qualité d'organe central du Crédit Agricole Mutuel, elle veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, à la cohésion du réseau du Crédit Agricole Mutuel, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent.

De façon générale elle effectue toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, de même que toutes prestations de service se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Principaux actionnaires

A la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe aucun autre actionnaire que la SAS Rue la Boétie détenant 5 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote.

Il n'existe actuellement aucun pacte d'actionnaires.

La composition du Conseil d'administration, qui attribue aux représentants de Caisses régionales de Crédit Agricole 62 % des postes d'administrateurs au sein du Conseil, résulte de la volonté de l'actionnaire majoritaire (la SAS Rue La Boétie) d'assurer une représentation significative aux Caisses régionales, reflétant la structure décentralisée du groupe Crédit Agricole.

2. Renseignements de caractère général concernant le capital :

Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 4 491 966 903 euros. Il est divisé en 1 497 322 301 actions de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

L'Assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider de l'augmentation ou la réduction du capital, sur proposition du Conseil d'administration.

Forme des actions

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du titulaire, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et se transmettent par virement de compte à compte.

3. Renseignements concernant l'activité du Garant

Etabli à l'initiative du Président René Carron, le plan de développement de Crédit Agricole S.A. pour les années 2006 à 2008 a été approuvé par le Conseil d'administration du 5 décembre 2005 et présenté par Georges Pauget, Directeur Général, le 15 décembre. Fidèle à l'engagement d'une croissance durable et rentable pris lors de la cotation, le plan de développement 2006-2008 repose sur 4 leviers de création de valeur : la différenciation des marques Crédit Agricole et LCL, le projet industriel, l'accès à des réseaux de distribution hors de France, le développement des plates-formes produits.

a) Rôle de Crédit Agricole S.A.

1) Organe central et de contrôle du groupe Crédit Agricole

- Application des textes législatifs ou réglementaires concernant le groupe,
- Agréments des dirigeants des Caisses Régionales et des projets de fusion,
- Contrôle bancaire aux côtés des autorités de tutelle (Banque de France),
- Contrôle des comptes (approbation comptable),
- Contrôle de gestion pour l'ensemble des entités du groupe.

2) Tête de réseau du groupe Crédit Agricole

- Pilotage des filiales centrales et du développement international,
- Gestion de la marque Crédit Agricole,
- Promotion et coordination de la politique commerciale nationale,
- Création de nouveaux produits,
- Planification informatique nationale.

3) Banque centrale du groupe Crédit Agricole

- Garante de l'unité financière du groupe,
- Gestion d'une partie du risque de transformation de l'épargne.

b) Bilan consolidé du Garant :

(en millions d'euros)

ACTIF	30/06/06	31/12/05
Caisse, banques centrales, CCP	6 968	6 721
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	399 699	339 535
Instruments dérivés de couverture	3 906	4 947
Actifs financiers disponibles à la vente	163 319	144 267
Prêts et créances sur les établissements de crédit	270 816	258 928
Prêts et créances sur la clientèle	206 402	187 586
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	1 688	4 229
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	18 974	19 769
Actifs d'impôts courants	298	116
Actifs d'impôts différés	5 023	6 503
Comptes de régularisation et actifs divers	63 148	52 992
Participations dans les entreprises mises en équivalence	16 283	15 491
Immeubles de placement	3 308	3 278
Immobilisations corporelles	2 556	2 460
Immobilisations incorporelles	822	511
Ecarts d'acquisition	14 440	14 110
TOTAL DE L'ACTIF	1 177 650	1 061 443

PASSIF	30/06/06	31/12/05
Banques centrales, CCP	382	484
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	270 647	243 432
Instruments dérivés de couverture	5 195	5 607
Dettes envers les établissements de crédit	134 389	114 494
Dettes envers la clientèle	323 321	318 365
Dettes représentées par un titre	136 368	98 123
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	796	2 569
Passifs d'impôts courants	891	780
Passifs d'impôts différés	4 166	5 822
Comptes de régularisation et passifs divers	63 832	48 838
Provisions techniques des contrats d'assurances	174 642	162 482
Provisions pour risques et charges	3 679	4 291
Dettes subordonnées	22 813	21 248
Capitaux propres		
Capitaux propres part du Groupe	32 338	30 682
Capital et réserves liées	17 519	17 520
Réserves consolidées	9 886	7 126
Gains ou pertes latents ou différés	2 264	2 145
Résultat de l'exercice	2 669	3 891
Intérêts minoritaires	4 181	4 226
TOTAL DU PASSIF	1 177 650	1 061 443

c) Les chiffres clés du groupe Crédit Agricole SA

Compte de résultat résumé en millions d'euros	31 déc 2004*	31 déc 2005	30 juin 2006
Produit net bancaire	12 107	13 693	8 166
Résultat brut d'exploitation **	3 528	4 527	3 177
Coût du risque	(575)	(643)	(295)
Contribution des sociétés mises en équivalence	1 169	1 490	888
Coûts liés au rapprochement	(552)	(219)	
Résultat net	2 798	4 249	2 866
Résultat net part du Groupe	2 501	3 891	2 669

* : en IFRS y compris IAS 32-39 et IFRS 4

** : avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A.

Résultats du 1^{er} semestre 2006 (par rapport au 1^{er} semestre 2005) :

Résultat brut d'exploitation : 3 177 millions d'euros (+42,4 %)

Résultat net part du Groupe : 2 669 millions d'euros (+43,1 %)

ROE après impôts annualisé : 19,0 %

d) Résultats par pôle d'activité (résultats du 1^{er} semestre 2006)

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les activités sont organisées en sept lignes métiers :

- Deux pour la Banque de proximité en France : le pôle Caisses Régionales et le pôle LCL,
- Les Services financiers spécialisés,
- La Gestion d'actifs, les assurances et la banque privée,
- La Banque de financement et d'investissement,
- La Banque de détail à l'international,
- Et la gestion pour compte propre et divers.

La progression des résultats est forte pour l'ensemble du Groupe ; au cours du premier semestre 2006, la contribution des 6 pôles métiers au résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. s'accroît de près de 27% par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Contribution des métiers au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. :

(en millions d'euros)

	30/06/2005	30/06/2006
Banque de proximité en France – Caisses Régionales	373	337
Banque de proximité en France - LCL	291	365
Services financiers spécialisés	230	259
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	558	749
Banque de financement et d'investissement	603	923
Banque de détail à l'international	229	262
Gestion pour compte propre et divers	(419)	(226)
TOTAL	1 865	2669

1. Banque de proximité en France – Caisses Régionales de Crédit Agricole :

Au cours du premier semestre 2006, la contribution des Caisses régionales au résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. s'établit à 337 millions d'euros.

Sur la période, l'activité des Caisses régionales a été dynamisée sur les différents marchés par les campagnes de communication nationales.

Les encours de collecte bilan et hors bilan augmentent de 5,6 % sur un an pour s'établir à 461 milliards d'euros à fin juin 2006. Cette progression est liée aux performances de l'assurance-vie, des valeurs mobilières et de la collecte bancaire.

La forte croissance des activités de crédit ne se dément pas et les réalisations de prêts atteignent 32,8 milliards d'euros dont 18,3 milliards d'euros pour les crédits à l'habitat (+17,2 % par rapport au premier semestre 2005).

Le résultat brut d'exploitation des Caisses Régionales atteint 2 634 millions d'euros. Sa progression de 11,1 % par rapport au premier semestre 2005 résulte de deux facteurs favorables :

- une hausse de 6,9 % du produit net bancaire hors dividendes reçus de Crédit Agricole S.A.
- une progression moindre des charges d'exploitation (+3,9 %).

2. Banque de proximité en France – LCL :

Dans le réseau LCL, le lancement réussi de la nouvelle marque il y a un an et les campagnes publicitaires du second semestre 2005 et du début 2006 ont généré une nouvelle dynamique commerciale.

Les encours de collecte bilan et hors bilan enregistrent une progression de 6,2 % (contre 5,9 % au premier semestre 2005) pour atteindre 130 milliards d'euros.

Les encours de crédits progressent fortement (+16,2 %) à 58,4 milliards d'euros au 30 juin 2006 sous l'effet d'une production très soutenue dans l'ensemble des secteurs.

Le résultat brut d'exploitation augmente très fortement (+23,5 %) pour s'établir à 614 millions d'euros au premier semestre 2006.

Le résultat net du pôle s'établit à 380 millions d'euros sur le semestre, en croissance de 27,8 % par rapport à celui du premier semestre 2005, dégageant un ROE de 29,1 %.

3. Services financiers spécialisés :

Le pôle Services financiers spécialisés enregistre au cours du premier semestre 2006 une nouvelle progression.

La production de crédits à la consommation atteint 12 milliards d'euros sur le semestre, en hausse de 6,4 % sur celle du premier semestre 2005 ; 40 % de la production est réalisée à l'étranger.

En crédit – bail la production semestrielle ressort à 2,2 milliards d'euros en hausse de 6,3 % sur un an.

Dans un marché très concurrentiel, l'activité d'affacturage continue de progresser avec un chiffre d'affaires factoré de 16,3 milliards d'euros (+9,4 %).

Au total le pôle dégage un résultat brut d'exploitation de 624,4 millions d'euros en hausse de 10,6 % résultant d'un produit net bancaire en développement de 9,4 % à 1 309 millions d'euros et des charges d'exploitation en hausse plus limitée (+8,3 %).

4. Gestion d'actifs, assurances et banque privée :

Les métiers de Gestion d'actifs, d'assurances et de banque privée enregistrent aussi une vive progression de leur activité commerciale et de leurs résultats.

En gestion d'actifs, la dynamique de croissance des actifs sous gestion se poursuit au cours du semestre. A 520,4 milliards d'euros au 30 juin 2006, les encours sous gestion progressent de 31,5 % sur un an.

Dans le domaine de la Banque privée, le semestre est marqué par une activité commerciale élevée dans un contexte de marchés chahuté sur la fin de période. L'encours de fortune gérée s'accroît de 2,6 milliards d'euros sur le semestre et de 9,5 % sur un an (à périmètre constant).

L'assurance – vie enregistre une très forte activité dans un marché très actif. Le chiffre d'affaires s'élève à 13,6 milliards d'euros, en développement de plus de 39 % sur celui du premier semestre 2005 et les encours gérés du Groupe atteignent 153,8 milliards d'euros, en progression de 12,7 % sur un an.

Les assurances IARD connaissent aussi un premier semestre 2006 dynamique, avec plus de 550 000 nouveaux contrats souscrits auprès de Pacifica.

Le RBE du pôle ressort en progression de 28,6 % ; le résultat net atteint 761 millions d'euros, en hausse de 34,9 % par rapport au résultat du premier semestre 2005, et le rendement des fonds propres alloués s'établit à 22,5 %.

5. Banque de financement et d'investissement :

La banque de financement et d'investissement dégage un résultat net de 957 millions d'euros, en hausse de 50,3 % par rapport au résultat du premier semestre 2005.

Le produit net bancaire s'établit à 2 889 millions d'euros, en augmentation de 34,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2005. Le produit net bancaire de la Banque de financement atteint 1 086 millions d'euros, en hausse de 17,5 % sur un an ; il bénéficie notamment de la bonne orientation générale de l'activité au sein du réseau international de Calyon. Par ailleurs, les financements structurés conservent une dynamique de croissance satisfaisante, notamment en trade finance, en financements télécom et immobiliers. – La banque de marchés et d'investissement poursuit également sa croissance confirmant sa capacité à générer des revenus très élevés dans une conjoncture globalement porteuse ; elle enregistre un PNB record de 1 803 millions d'euros (+46,8 % sur celui du 1^{er} semestre 2005).

La hausse des charges d'exploitation (+23,5 %) reste modérée eu égard au niveau d'activité et le résultat brut d'exploitation ressort à 1 206 millions d'euros, en hausse de 52,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2005.

La forte progression des résultats des sociétés mises en équivalence (+ 75 %) à 91 millions d'euros est portée par les résultats de la BSF.

Le résultat net du pôle ressort à 957 millions d'euros (+50,3 % par rapport au résultat du premier semestre 2005). La rentabilité des capitaux propres alloués au métier s'établit à 23,0 %.

6. Banque de détail à l'international :

Le pôle Banque de détail à l'international se développe par croissance externe dans la ligne du plan de développement 2006-2008.

De fait, le premier semestre 2006 a été très actif en termes d'opérations de croissance externe dont notamment l'acquisition de l'Egyptian American Bank « EAB », le renforcement dans le capital du groupe Banco Espirito Santo au Portugal, l'annonce de l'acquisition d'Index Bank en Ukraine et le succès remporté début août par Crédit Agricole S.A. dans l'OPA sur Emporiki bank S.A. (avec 72 % du capital).

La forte croissance du RBE sur la période (+93,5 %) reflète l'acquisition de l'EAB ainsi que celle de la Banque Serbe Meridian Bank consolidée seulement depuis la fin de l'exercice 2005. Le résultat des sociétés mises en équivalence s'accroît de 12,8 % à 260 millions d'euros ; il recouvre essentiellement la contribution de Banca Intesa (234 millions d'euros, en hausse de 21,7 %). Le résultat net du pôle s'élève à 281 millions d'euros, en hausse de 16,9 % sur celui du premier semestre 2005, conduisant à un ROE de 22,4 %.

7. Gestion pour compte propre et divers :

La contribution du pôle Gestion pour compte propre et divers au résultat du Groupe s'améliore sensiblement passant de - 312 millions d'euros au 1^{er} semestre 2005 à - 123 millions d'euros au 1^{er} semestre 2006 sous l'effet de l'activité soutenue de Crédit Agricole Private Equity (CAPE) en capital risque et de la hausse des revenus de la gestion financière.

e) Gestion des risques dans le groupe Crédit Agricole S.A. : facteurs de risques, pilotage et exposition aux risques

1. Le contrôle interne :

A la suite de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2006 des modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, le premier semestre 2006 a été consacré au déploiement de la nouvelle organisation des fonctions de contrôle.

2. L'organisation de la conformité :

La Direction de la Conformité s'est assurée de l'application opérationnelle du programme renforcé de contrôle de conformité, demandé par la Commission Bancaire et par la Réserve Fédérale des Etats -Unis, dans l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole S.A.

3. Le contrôle périodique :

L'inspection générale assure le contrôle périodique du Groupe Crédit Agricole au travers des missions qu'elle mène et du pilotage de la ligne métier audit-inspection qui lui est hiérarchiquement rattachée.

4. Les risques et le contrôle permanent :

- Organisation de la fonction « Risques et contrôle permanent » au sein du Groupe
- Le dispositif de surveillance des risques au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales
- Le Projet Bâle II
- L'évolution du périmètre de contrôle interne d'activité
- Le risque de crédit

Les grands risques de contrepartie

La politique de provisionnement et la couverture des risques

- Les risques de marchés
- La gestion du bilan

Le risque de taux d'intérêt global

La Direction financière du groupe Crédit Agricole S.A. participe aux Comités actif-passif des filiales portant un risque de taux d'intérêt global significatif et assure l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du Groupe ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ces entités. Elle consolide le risque de taux d'intérêt global de Crédit Agricole S.A. et de ces filiales.

Le risque de liquidité

A fin juin 2006, le ratio de liquidité de Crédit Agricole S.A. s'élève à 114 % contre 104 % au 31 décembre 2005.

- Les risques opérationnels
- Les risques juridiques

D - RESUME DES FACTEURS DE RISQUES

A) Facteurs de Risques liés à l'Emetteur

1) Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIAN et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

2) Dispositif de contrôle interne général

- Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il Approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne
- L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres , résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant ;

3) La qualité de crédit de l' Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

B) Facteurs de risques liés au Garant

1) Facteurs pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations

Les évènements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations du Garant et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels évènements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts du Garant. De tels évènements peuvent également rendre indisponible la couverture pour certains risques et augmenter ainsi le risque du Garant.

2) La qualité de crédit du Garant

Le Garant émet un grand nombre d'instruments financiers sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit du Garant et de nulle autre personne.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les titres. Le Garant n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour ces conséquences et l'impact sur l'investissement.

C) Facteurs de Risques liés aux Titres subordonnés remboursables

1) Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables

Les Titres Subordonnés Remboursables ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels

Titres Subordonnés Remboursables

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables

Les risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables sont décrits brièvement ci-dessous :

La Directive de l'Union Européenne sur l'épargne

Si, suite à l'entrée en vigueur de la Directive de l'Union Européenne sur l'Epargne, un paiement doit être fait ou encaissé dans un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et une taxe ou un montant relatif à une taxe doit être retenu de ce paiement, ni l'Emetteur ni un quelconque agent payeur ni aucune autre personne ne sera obligé(e) de payer une somme supplémentaire au titre des Titres Subordonnés Remboursables du fait de l'application de cette retenue à la source .

Changement de loi

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus . Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

Absence de conseil juridique ou fiscal :

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

2) Risques de marché et autres facteurs de risque

Risques liés au marché en général

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique, le risque de taux et le risque de crédit :

Le marché secondaire

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur s'engage à racheter aux porteurs les Titres Subordonnés Remboursables et ce pendant toute leur durée de vie.

Considérations d'ordre juridique pouvant restreindre la possibilité de certains investissements

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont sujettes à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, (1) il peut légalement acheter les Titres Subordonnés Remboursables (2), les Titres Subordonnés Remboursables peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunt et, (3) d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés Remboursables. Les institutions financières doivent consulter leurs conseils juridiques ou leurs autorités de tutelle afin de déterminer le traitement adéquat des Titres Subordonnés Remboursables en vertu de toute règle d'exigence en fonds propres ou règle similaires.

Risques liés aux taux d'intérêt

Les Titres Subordonnés Remboursables porte intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables.

La baisse de notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables

La notation de crédit de l'Emetteur est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l' Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs

Les investisseurs doivent avoir une connaissance et une expérience suffisantes du secteur financier et des affaires pour évaluer les avantages et les risques à investir dans une émission de Titres Subordonnés Remboursables donnée ainsi qu'une connaissance et un accès aux instruments d'analyse afin d'évaluer ces avantages et risques dans le contexte de leur situation financière. Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas appropriés pour des investisseurs qui ne sont pas familiers avec les titres subordonnés. Les investisseurs doivent également disposer de ressources financières suffisantes pour supporter les risques d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

E - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Documents accessibles au public

Les documents relatifs à la Société RADIAN et, en particulier, ses statuts, ses comptes, ses rapports présentés à ses Assemblées par le Conseil d'administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés au 91-93 boulevard Pasteur -75015 PARIS

CHAPITRE I

RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES

1. L'EMETTEUR

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Olivier NICOLAS, Directeur Général de la société RADIANT S.A.

1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DE L'EMETTEUR

J'atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus excepté les pages 10 à 15 et 71 à 74 sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes de la société RADIANT avec les informations historiques ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus, excepté les pages 10 à 15 et 71 à 74.

Le Directeur Général de RADIANT S.A

Olivier NICOLAS

2. LE GARANT

2.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Georges PAUGET, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

2.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DU GARANT

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus pages 10 à 15 et 71 à 74 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent prospectus ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce prospectus.

Cette lettre de fin de travaux contient la mention suivante : « Les données estimées de l'effet des normes IAS 32, 39 et IFRS 4 relatives à l'exercice 2004 figurant dans les documents incorporés par référence dans le Prospectus n'entrent pas dans le champ des états financiers consolidés que nous avons audités ».

Les informations financières historiques annuelles de l'exercice 2004 incorporées par référence dans le document de référence 2005 déposé le 30 mars 2006 sous le numéro D.06-0188 ont fait l'objet d'un rapport de certification sans réserve des contrôleurs légaux. Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée sur les comptes consolidés, les contrôleurs légaux ont attiré l'attention des actionnaires de Crédit Agricole S.A. sur les changements de méthodes intervenus au cours de l'exercice 2004. Ces observations figurent dans le document de référence déposé le 17 mars 2005 auprès de l'AMF sous le n°D.05-0233, en pages 170 et 171 ».

Le Directeur Général de Crédit Agricole s.A

Georges PAUGET

1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DE L'EMETTEUR

Sont désignés pour 6 ans par l'Assemblée Générale Mixte du 18 juin 2002 :

Titulaire :

KPMG S.A 1, Cours Valmy-92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Société représentée par Monsieur Pascal BROUARD

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Paris

Suppléant :

Madame Francine MORELLI

1, Cours Valmy-92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

1.4. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DU GARANT

Titulaires

ERNST & YOUNG et Autres

Société représentée par Valérie MEEUS

41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex

Commissaires aux comptes membres de la
Compagnie régionale des Commissaires aux comptes
de Versailles

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Société représentée par Gérard HAUTEFEUILLE

63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaires aux comptes membres de la
Compagnie régionale des Commissaires aux
comptes de Versailles

Suppléants

Société Picarle et Associés

11, allée de l'Arche

92400 Courbevoie

Pierre COLL

63, rue de Villiers

92200 Neuilly-sur-Seine

Barbier Frinault et Autres a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaires par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. La société, représentée par Valérie Meeus, est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002. Elle a pris le nom de Ernst & Young et Autres depuis le 1^{er} juillet 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit, représenté par Gérard HAUTEFEUILLE, est membre du réseau PricewaterhouseCoopers

Pierre Coll a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée Générale mixte du 17 mai 2006.

Alain Grosmann avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société Picarle et Associés, domiciliée 11, allée de l'Arche à Courbevoie (92400), a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres, pour une durée de 6 exercices, par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

1.5. RESPONSABLES DE L'INFORMATION

de l'Emetteur : Olivier NICOLAS - Directeur Général de Radian

du Garant : Gilles de MARGERIE – Directeur Finances Groupe

CHAPITRE II

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION

2.1. CADRE DE L'EMISSION

2.1.1. Autorisations

Suite à la publication de l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004 portant réforme des valeurs mobilières, le Conseil d'Administration réuni le 20 septembre 2006 a décidé de procéder sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la création et à l'émission, en France ou à l'étranger, d'obligations ou de bons, notamment de bons d'options, précision faite que ces obligations pourront être subordonnées ou non, remboursables à terme fixe ou, au plus tard, lors de la dissolution de la société, assorties ou non de bons et indexées sur tout type d'index ou de valeurs mobilières dans la limite d'un montant maximum de 1 500 000 000 euros.

Le Directeur Général, Monsieur Olivier NICOLAS a donc décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt d'un montant de 108 000 000 euros représenté par des titres subordonnés

2.1.2. Nombre, valeur nominale des titres, produit de l'émission

Le présent emprunt subordonné remboursable d'un montant nominal de 108 000 000 euros, est représenté par 108 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal.

Le produit brut minimum estimé de l'émission est de 108 060 480 euros.

Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 1 512 000 euros correspondant aux rémunérations dues aux intermédiaires financiers et d'environ 33 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 106 515 480 euros.

2.1.3. Tranches internationales ou étrangères

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international ou un marché étranger.

2.1.4. Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

2.1.5. Période de souscription :

La souscription sera ouverte du 2 novembre au 13 novembre 2006 inclus et pourra être close sans préavis.

2.1.6. Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions

Les souscriptions en France seront reçues dans la limite des titres disponibles auprès des guichets des agences des Caisses Régionales de Crédit Agricole

2.2. CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

2.2.0. Nature, forme et délivrance des titres émis

Les titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française.

Les titres subordonnés pourront revêtir la forme nominative ou au porteur au choix des détenteurs.

Ils seront obligatoirement inscrits en comptes tenus, selon les cas, par :

- Crédit Agricole s.A. mandaté par la Société RADIAN pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres au porteur.

Les titres subordonnés seront inscrits en compte le 13 novembre 2006.

Euroclear France assurera la compensation des titres entre teneurs de comptes.

2.2.1. Prix d'émission

100,056 % soit 1,00056 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la Date de Règlement.

2.2.2. Date de jouissance

13 novembre 2006.

2.2.3. Date de règlement

13 novembre 2006.

2.2.4. Taux nominal

4,05 %

2.2.5. Intérêt annuel

Les titres subordonnés rapporteront un intérêt annuel de 4,05 % du nominal, soit 0,0405 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 13 novembre de chaque année et pour la première fois le 13 novembre 2007.

Les intérêts des titres subordonnés cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Emetteur.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

2.2.6. Amortissement normal

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 13 novembre 2018 par remboursement au pair.

Le capital sera prescrit dans un délai de 30 ans à compter de la mise en remboursement.

Amortissement anticipé

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

Les titres subordonnés ainsi rachetés sont annulés.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Emetteur ou de l'établissement chargé du service des titres.

2.2.7. Taux de rendement actuariel brut à la date de règlement

4,04 %.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition adoptée par le Comité de Normalisation Obligataire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.2.8. Durée et vie moyenne : 12 ans à compter de la Date de Règlement.

2.2.9. Assimilations ultérieures

Au cas où l'Emetteur émettrait ultérieurement de nouveaux titres subordonnés jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

2.2.10. Rang de créance

Subordination du capital :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts :

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang :

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.2.11. Garantie

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce... Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.2.12. **Prise ferme**

La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par CALYON et Crédit Agricole S.A..

2.2.13. **Notation**

Cette émission ne fait pas l'objet d'une demande de notation

2.2.14. **Représentation des porteurs de titres**

Faisant application de l'article L 228-46 du Code de commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une Masse jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L 228-47 du Code de commerce sont désignés :

a) Représentant titulaire de la Masse des porteurs de titres subordonnés :

Monsieur Pierre DESCAZEUX

demeurant : 18, rue François Boucher – 78000 VERSAILLES

La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Emetteur, est de 300 euros par an; elle sera payable le 13 novembre de chaque année et pour la première fois le 13 novembre 2007.

b) Représentant suppléant de la Masse des porteurs de titres subordonnés :

Madame Danielle NEDEY

demeurant : 21, rue Monge – 75005 PARIS

La date d'entrée en fonction du représentant suppléant sera celle de réception de la lettre recommandée par laquelle le représentant titulaire restant en fonction, l'Emetteur ou toute autre personne intéressée lui aura notifié tout empêchement définitif ou provisoire du représentant titulaire défaillant; cette notification sera, le cas échéant, également faite, dans les mêmes formes, à la société débitrice.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, le représentant suppléant aura les mêmes pouvoirs que ceux du représentant titulaire.

Il n'aura droit à la rémunération annuelle de 300 euros que s'il exerce à titre définitif les fonctions de représentant titulaire ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de son entrée en fonction.

Le représentant titulaire aura sans restriction ni réserve le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs de titres subordonnés.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs de titres subordonnés ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des titres subordonnés. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

En cas de convocation de l'assemblée des porteurs de titres subordonnés, ces derniers seront réunis au siège social de l'Emetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le porteur de titres subordonnés a le droit, pendant le délai de 15 jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Emetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures de titres subordonnés offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission et si les contrats le prévoient, les porteurs de titres subordonnés seront groupés en une Masse unique.

2.2.15. Régime fiscal

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres subordonnés seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source et des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Les personnes physiques ou morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation le régime fiscal suivant est applicable. L'attention des porteurs est toutefois attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé de ce régime et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel.

1. - *Personnes physiques*

a) *Revenus*

En l'état actuel de la législation, les revenus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont :

- soit pris en compte pour la détermination du revenu soumis :
 - . à l'impôt sur le revenu,
 - . à la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles 1600-O C et O E du Code Général des Impôts, ci-après CGI),
 - . au prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI),
 - . à la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G et 1600-O L du CGI),
- soit, sur option, soumis à un prélèvement au taux de 16 % (article 125-A du CGI) libératoire de l'impôt sur le revenu auquel s'ajoutent :
 - . la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles 1600-O D et O E du CGI),
 - . le prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI),
 - . la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G du CGI).

b) *Plus-values*

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposables dès le premier euro, lorsque le montant annuel global des cessions des valeurs mobilières dépasse, par foyer fiscal, le seuil de 15 000 euros par an (article 150-0-A et suivants du CGI).

Les plus-values sont imposables au taux de 16 % (article 200-A 2 du C.G.I.) auquel s'ajoutent la contribution sociale généralisée de 8,2 % (article 1600-O C et O E du C.G.I.), le prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI), la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G du CGI) soit au total au taux de 27 %.

2. - *Personnes morales (régime de droit commun)*

a) *Revenus*

Les revenus courus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) détenus par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

b) *Plus-values*

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont prises en compte pour la détermination de leur résultat imposable au taux de droit commun.

2.3. ADMISSION SUR EUROLIST, NEGOCIATION

2.3.1. Cotation

Les titres subordonnés feront l'objet d'une demande d'admission sur « Eurolist d' Euronext Paris ». Leur date de cotation prévue est le 13 novembre 2006 sous le numéro de code valeur FR 0010383901.

2.3.2. Restriction à la libre négociabilité des titres

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des titres subordonnés.

2.3.3. Bourse de Cotation

Les titres subordonnés émis sur le marché français par l'Emetteur sont cotés à la Bourse de Paris. Leur cotation est publiée sur Eurolist.

2.3.4. Cotation de titres de même catégorie sur d'autres marchés : sans objet.

2.4. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

2.4.1. Service financier

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis.....), centralisé par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'émetteur sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes titres..

Le service des titres subordonnés (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'Emetteur.

2.4.2. Tribunaux compétents en cas de contestation

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du nouveau Code de Procédure Civile.

2.4.3. Droit applicable

Les Titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française

2.4.4. But de l'émission

Le produit de cette émission a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires et sera utilisé par RADIANT à la souscription de titres de même nature émis par ces Caisses régionales.

Les titres étant émis par des entités ayant statut d'établissement de crédit, ces émissions pourront également être intégrées dans les fonds propres surcomplémentaires au sens de la réglementation bancaire (article 3-3 du règlement n° 95-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière) si les établissements concernés respectent l'engagement suivant :

- ni le principal, ni les intérêts de ces émissions subordonnées ne peuvent être remboursés ou payés si ce remboursement ou paiement implique que les fonds propres de l'établissement cessent alors de respecter l'exigence globale définie à l'article 2-1 du règlement du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière n° 95-02.

L'émission de titres réalisée par RADIANT est couverte en tout état de cause par la garantie de Crédit Agricole S.A. selon les termes du point 2.2.11.

2.4.5. Informations de base

Il n'existe pas d'intérêt, y compris des intérêts conflictuels, pouvant influencer sensiblement sur l'émission ou l'offre des Titres Subordonnés Remboursables.

PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

3.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR

3.1.0. Dénomination sociale : RADIAN

Siège social : 90, Boulevard Pasteur - 75015 Paris – Tél : 01 43 23 45 78

3.1.1. Forme : Société anonyme de nationalité française.

3.1.2. Législation : Elle est régie par le nouveau code de commerce sur les sociétés commerciales.

3.1.3. Date de constitution : 20 septembre 1989

Durée : 99 ans

3.1.4. Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet de faciliter le financement à moyen et long terme de toutes opérations de quelque nature que ce soit, initiées par des sociétés ou des entreprises. A cet effet :

- elle procède à l'étude et à l'émission de bons ou emprunts subordonnés ou non de nature obligataire dont le produit, préalablement affecté ou non, est employé à la souscription ou l'acquisition de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole,
- elle réalise toutes opérations financières, commerciales.

3.1.5. Registre du commerce et des sociétés : 352 020 150 R.C.S. Paris

Code APE : N° 671-E

3.1.6. Lieu où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société

91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris

3.1.7. Exercice social

Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

3.1.8. Répartition statutaire des bénéfices (article 26 des statuts)

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est inscrite, soit à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, soit sur un compte de réserves s'il en existe.

3.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL

3.2.1. Capital social

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 18 juin 1999 a décidé d'exprimer la valeur nominale de l'action RADIANT et le montant du capital social de la société RADIANT en euros. Ainsi, à compter du 18 juin 1999, la valeur nominale de l'action RADIANT a été fixée à 15 euros, et le montant du capital social à 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées. Il n'existe actuellement aucun autre titre donnant accès au capital.

3.2.2. Capital autorisé non émis : sans objet

3.2.3. Titres non représentatifs du capital : aucun

3.2.4. Titres donnant accès au capital : sans objet

3.3. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

3.3.1. Evolution du capital : le 25 juin 2002, SEGESPAR qui détenait 99,99% du capital a cédé ses actions à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

3.3.2. Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des trois dernières années cf ci-dessus.

3.3.3. Présentation de la société RADIANT à l'intérieur du Groupe Crédit Agricole

La cession d'actions détenues par la société SEGESPAR a été réalisée le 25 juin 2002 au profit de l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 41 au 30 juin 2006, sont représentées au sein du capital. 7 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), CRCAM du Midi (2 590 actions, soit 5,18 %) et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537 actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT

3.4. MARCHE DES TITRES DE L'EMETTEUR

Se référer à 4.1.1.

Le Conseil d'Administration de la société RADIANT, dans sa séance du 16 avril 1999, a décidé le principe de la conversion, en unité d'un euro, des titres de créances émis avant le 31 décembre 1998 par RADIANT.

Avec l'accord du Conseil des Marchés Financiers, cette conversion a été effectuée le 10 juillet 1999, avec effet le 12 juillet 1999, et a porté sur 13 lignes de Titres Subordonnés Remboursables pour un encours de 10 274 336 000 F. converti en 1 566 312 317 titres d'un euro.

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

4.1. PRESENTATION DE LA SOCIETE

4.1.0. Historique de la Société

Créée le 20 novembre 1989, sous le nom de VALINTER IV, la Société n'a exercé aucune activité jusqu'au mois de Novembre 1990.

L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a simultanément changé la dénomination sociale de la Société en "RADIAN", l'a dotée d'un capital de F. 5 000 000 et en a modifié l'objet social.

4.1.1. Description de la Société

Bénéficiant de la garantie de Crédit Agricole S.A., la Société a maintenant pour vocation essentielle de procéder à des émissions publiques et privées de titres subordonnés pour le compte du Groupe Crédit Agricole.

Les fonds recueillis à l'occasion de ces émissions servent à la souscription de titres ayant les mêmes caractéristiques et émis par d'autres sociétés du Groupe.

De ce fait RADIAN a réalisé :

- 1/ En décembre 1990, une émission de 875 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables d'une durée de 22 ans à un taux de 10,45 % pour le compte de 26 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43 .
- 2/ En avril 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables de 688 millions de francs à un taux de 9,60 % assimilable à la première tranche à partir de la date de refixation soit le 17 décembre 1998, d'une durée de 21 ans et 246 jours pour le compte de 19 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, après assimilation, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43 .
- 3/ En septembre 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans en échange des Titres Participatifs émis par 85 Caisses régionales et la CNCA en octobre 1985.

Le nombre de Titres Participatifs émis par les Caisses régionales et la CNCA restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 2 500 000.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 30 septembre 1991.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Participatifs, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 9,35 % sur 12 ans et une soulte de 110 F en espèces contre un Titre Participatif de 1.000 F.

Le nombre de Titres Participatifs apportés à l'échange a atteint 1.421.103 soit 56,84 % des titres en circulation.

Les Titres Participatifs ainsi acquis par RADIAN ont été apportés intégralement aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques de RADIAN.

- 4/ En novembre 1991, une nouvelle émission de Titres Subordonnés Remboursables avec le choix pour les Caisses régionales d'opter pour une durée longue (21 ans) à conditions refixables ou pour la nouvelle souche à 11 ans et 316 jours créée à l'occasion de l'échange contre les Titres Participatifs en septembre 1991.

Le volume émis a atteint 721 millions de francs répartis en :

- 557 millions de francs à 11 ans 316 jours au taux de 9,35 % pour le compte de 20 Caisses régionales,
- 164 millions de francs à 21 ans au taux de 9,60 % pour le compte de 6 Caisses Régionales. Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

La seconde ligne assimilable aux deux premières émissions refixables a fait l'objet d'une première refixation le 17 décembre 1998 pour 7 ans à 4,13 % et d'une deuxième refixation le 17 décembre 2005 pour une dernière période de 7 ans à 3,43 %.

- 5/ En juin 1992, une émission de 500 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 121 jours à un taux de 9,35 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1991, pour le compte de 14 Caisses régionales.
- 6/ En décembre 1992, une émission de 795 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 8,65 % pour le compte de 21 Caisses régionales.
- 7/ En juin 1993, une émission de 527 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 7,50 % pour le compte de 15 Caisses régionales.
- 8/ En décembre 1993, une émission de 280 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 14 jours à un taux de 6,25 % pour le compte de 6 Caisses régionales.
- 9/ En juin 1994, une émission de 495 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 7 jours à un taux de 7,35 % pour le compte de 8 Caisses régionales.
- 10/ En septembre 1994, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans en échange des Titres Subordonnés Remboursables émis par 52 Caisses régionales en juin 1988.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables émis par les Caisses régionales restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 344.800.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 23 septembre 1994.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 8,25 % sur 10 ans et une soulte de F. 303 en espèces contre un Titre Subordonné Remboursable de Caisses régionales de F. 5 000.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales apportés à l'échange a atteint 94.633, soit 27,45 % des titres en circulation.

Les Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales ainsi acquis par RADIAN ont été apportés aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques RADIAN.

- 11/ En décembre 1994, une émission de 70 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 308 jours à un taux de 8,25 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 12/ En juin 1995, une émission de 100 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 8 ans 360 jours à un taux de 7,35 %, assimilable à la ligne 7,35 % émise en juin 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 13/ En septembre 1996, une émission de 620 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,50 %, pour le compte de 11 Caisses régionales.

- 14/ En octobre 1996, une émission de 1 345 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,00 %, pour le compte d'une filiale.
- 15/ En décembre 1996, une émission de 80 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 328 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte d'une Caisse régionale et d'une filiale.
- 16/ En juin 1997, une émission de 110 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 143 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte de deux Caisses régionales.
- 17/ En décembre 1997, une émission de 437 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 5,60 % pour le compte de cinq Caisses Régionales et d'une filiale.
- 18/ En décembre 1998, une émission de 1 075 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,50 %, pour le compte de onze Caisses régionales et de deux filiales.
- 19/ En avril 1999, une émission de 92 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,10% pour le compte d'une filiale.
- 20/ En juin 1999, une émission de 129,35 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50% pour le compte de dix-huit Caisses régionales.
- 21/ En novembre 1999, une émission de 140,8 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,25 % pour le compte de dix-sept Caisses régionales.
- 22/ En juin 2000, une émission de 173,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,55 % pour le compte de dix-neuf Caisses régionales.
- 23/ En décembre 2000, une émission de 144,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de dix Caisses régionales et une filiale.
- 24/ En mai 2001, une émission de 85 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,40 % pour le compte d'une filiale.
- 25/ En juin 2001, une émission de 71,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de 12 Caisses Régionales.
- 26/ En novembre 2003, une émission de 113 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50 % pour le compte de 11 Caisses Régionales.
- 27/ En novembre 2004, une émission de 77,2 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,10 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 28/ En juin 2005, une émission privée pré-placée de 200 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 15 ans ayant la première année un coupon fixe de 3,60 % puis les années suivantes des coupons indexés sur l'indice IPC des Prix à la Consommation français (hors Tabac)
- 29/ En novembre 2005, une émission de 110 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans au taux de 3,60 % pour le compte de 8 Caisses Régionales.

Depuis sa création et jusqu'au 31 décembre 1998, RADIANT a émis 10 lignes d'emprunts dont l'encours au 31 décembre 2005 est de 6 859,8 millions de francs (équivalant en euros à 1 045,8 millions) et à compter du 1^{er} janvier 1999, la société a émis 10 lignes d'emprunts dont l'encours au 31 décembre 2005 est de 1336,85 millions d'euros sous forme de Titres Subordonnés Remboursables répartis comme suit :

Date	Durée à l'émission : 22 ans	Durée à l'émission : ≤ 12 ans	Encours au 31 décembre 2005
Décembre 1990	875 millions de francs		133 392 885 euros
Avril 1991	688 millions de francs		104 884 919 euros
Décembre 1991	164 millions de francs		25 001 637 euros
Septembre 1996		620 millions de francs	94 518 384 euros
Octobre 1996		1 345 millions de francs	205 043 928 euros
Décembre 1996		80 millions de francs	12 195 921 euros
Juin 1997		110 millions de francs	16 769 391 euros
Décembre 1997		437 millions de francs	66 620 217 euros
Juin 1998		1 475 millions de francs	224 862 292 euros
Décembre 1998		1 065,8 millions de francs	162 482 687 euros
Total émis en francs	1 727 millions de francs	<u>5 132,8 millions de francs</u>	
Avril 1999		92,000 millions d'euros	92 000 000 euros
Juin 1999		129,350 millions d'euros	129 350 000 euros
Novembre 1999		140,800 millions d'euros	140 800 000 euros
Juin 2000		173,500 millions d'euros	173 500 000 euros
Décembre 2000		144,500 millions d'euros	144 500 000 euros
Mai 2001		85,000 millions d'euros	85 000 000 euros
Juin 2001		71,500 millions d'euros	71 500 000 euros
Novembre 2003		113,000 millions d'euros	113 000 000 euros
Novembre 2004		77,200 millions d'euros	77 200 000 euros
Juin 2005		200,000 millions d'euros	200 000 000 euros
Novembre 2005		110,000 millions d'euros	110 000 000 euros
Total émis en euros		1336,850 millions d'euros	2 382 622 261 euros

Tous les emprunts énumérés ci-dessus sont cotés à EURONEXT PARIS SA.. Leur cotation est publiée sur l'Eurolist.

4.1.2/ 4.1.3. Données chiffrées sur les volumes de production et ventilation du montant net du chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices : sans objet

4.1.4/ 4.1.5. Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ni aucune affaire contentieuse qui soit susceptible d'affecter de façon significative l'activité, les résultats et la situation financière de la Société RADIANT.

4.2. SITUATION DE DEPENDANCE

La Société RADIANT n'est dépendante à l'égard d'aucun brevet ou licence et d'aucun contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier. Toutes les opérations présentes et à venir bénéficient et bénéficieront systématiquement de la garantie de Crédit Agricole S.A..

4.3. EVOLUTION DES EFFECTIFS

La Société RADIANT n'a pas d'effectif.

4.4. POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est réalisé par la société RADIANT . En 2006, la société RADIANT reste l'instrument privilégié de levées de fonds propres complémentaires pour les Caisses Régionales.

4.5. FILIALES DE L'EMETTEUR

Sans objet

4.6. SITUATION DE L'EMETTEUR

Sans objet

4.7. RISQUES DE L'EMETTEUR

4.7.1 Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIANT et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

Risques juridiques

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité ou les résultats de la société RADIANT.

4.7.2 Dispositif de contrôle interne général

- Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il Approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne
- L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant ;

4.7.3 La qualité de crédit de l' Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

4.7.3 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Pour la période couvrant les douze derniers mois, la société RADIANT n'a eu connaissance d'aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

4.8 Solvabilité : sans objet

4.9 Contrats importants : sans objet

CHAPITRE V

PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS

A - COMPTES DE L'EXERCICE CLOS le 31 DECEMBRE 2005

I) RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2005

Chers actionnaires,

Le présent rapport a pour objet de vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2005, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et de soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

SITUATION, ACTIVITE DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

I - LE MARCHE PRIMAIRE OBLIGATAIRE EN 2005

L'année 2005 a été marquée par :

- la poursuite de la baisse des taux longs en Europe sur les trois premiers trimestres, toujours en raison d'une part du maintien des taux longs US à un niveau bas au regard des fondamentaux économiques, et d'autre part d'une croissance économique faible et hésitante dans la zone euro, même si une forte embellie du climat des affaires s'est manifestée à partir de l'automne ;
- l'OAT 10 ans (3,50 % avril 2005) a marqué son point le plus haut à 3,81 % le 10 mars 2005 et son point le plus bas à 3,02 % le 21 septembre 2005, mais un mouvement de remontée des taux a été observé en fin d'année ;
- du côté des taux courts, si la Federal Reserve a continué à resserrer sa politique monétaire, la Banque Centrale Européenne elle a maintenu sur l'essentiel de l'année un statu quo avec un niveau très bas de son taux directeur à 2 %, puis elle a initié un changement de politique monétaire à partir du 1^{er} décembre 2005 en relevant ses taux directeurs de 0,25 % et en annonçant d'autres hausses possibles en 2006 ;
- dans un courant baissier des taux jusqu'en septembre 2005, les titres à spread ont continué à être recherchés, notamment les titres subordonnés et les signatures des pays émergents.

En matière d'émissions obligataires avec appel public à l'épargne, le Crédit Agricole est toujours en 2005 l'un des acteurs majeurs parmi les banques françaises.

Le Crédit Agricole a levé 2,37 milliards d'euros, dont 0,47 d'émission de TSDI, 1,36 d'émissions de TSR et 0,54 d'émissions senior.

L'émission de TSDI a été réalisée à taux fixe sur 12 ans, puis à taux variable, avec la possibilité pour l'émetteur de rembourser au bout de 5 ans.

Les 4 émissions de TSR ont été réalisées à taux fixe sur 7, 12 ou 15 ans avec la possibilité pour l'émetteur de rembourser au bout de 5, 7 ou 8 ans.

La première des 2 émissions senior a pris la forme d'un emprunt structuré avec une rémunération totale de 20 % et une durée de 4 à 9 ans ; la seconde a été réalisée à taux fixe sur 12 ans avec la possibilité pour l'émetteur de rembourser au bout de 8 ans. L'ensemble de ces émissions a été placé par le réseau des Caisses régionales.

II – SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE EN 2005 ET PERSPECTIVES 2006

Les Caisses régionales ont recouru davantage en 2005 aux émissions de TSR que lors des années précédentes. Dans un contexte d'activité crédit toujours très soutenue, les Caisses régionales ont cherché à maintenir le niveau de leurs ratios en levant des fonds propres sous la forme de TSR, tirant par ailleurs parti de conditions de taux très favorables.

Ainsi en 2005, la SA RADIANT a été sollicitée deux fois au total pour 310 M€ :

- en juin, sous la forme d'une émission privée de 200 M€ avec pour seul souscripteur PREDICA, d'une durée de 15 ans, avec un coupon fixe la 1^{ère} année de 3,60 % suivi de coupons indexés sur l'inflation; cette émission a été réalisée pour le compte de 5 Caisses régionales, dont principalement deux Caisses ayant investi en Belgique.
- en novembre, sous la forme d'une émission publique dans le réseau de 110 M€, d'une durée de 12 ans, avec un taux fixe de 3,60 %; cette émission a été effectuée pour le compte de 8 Caisses régionales.

En décembre de plus les 1^{ères} lignes de TSR RADIANT émises en 1990 et 1991 ont fait l'objet d'une dernière refixation pour leurs 7 dernières années, qui a porté sur près de 263 M€, avec un taux passant de 4,13 % à 3,43 % jusqu'en 2012. Les porteurs ont prorogé leurs titres à hauteur de 118 M€ et Crédit agricole S.A. a repris 145 M€ dont elle a pu recéder 140 M€ sur le marché.

En outre, 3 émissions sont arrivées à échéance en 2005, au total pour près de 160 M€ : la ligne 7,50 % juin 1993, la ligne 6,25 % décembre 1993 et la ligne 5,00 % juin 1998.

En 2005, la SA RADIANT n'a pas procédé à des opérations financières sur les TSR émis dans le public sous la forme d'OPA ou d'OPE, mais elle a poursuivi les rachats en Bourse, suivis d'une annulation des titres, commencés en 2004 à la demande d'une Caisse régionale : fin 2005, ont été rachetés 1,9 M€ sur la ligne 5,25 % juin 1998 et 1,4 M€ sur la ligne 4,50 % décembre 1998.

Début 2006, un second programme de rachats en Bourse a été autorisé également pour une autre Caisse régionale. Ce programme a été réalisé pour un montant annulé au total de 12,3 M€, dont 4,6 M€ sur la ligne 4,50 % décembre 1998, 2,7 M€ sur la ligne 4,50 % juin 1999 et 5 M€ sur la ligne 5,55 % juin 2000.

En 2006, la SA RADIANT restera l'instrument privilégié de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales. Au moins une émission devrait leur être proposée : elle est programmée au second semestre.

PRESENTATION DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (FORMAT ENTREPRISE COMMERCIALE)

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Bilan

Le total du bilan s'élève à 2,424 milliards d'Euros contre 2,279 milliards au 31 décembre 2004.

Cette variation résulte d'une part de l'émission de juin 2005 d'un montant de 200 millions d'euros, de l'émission de novembre 2005 pour un montant de 110 millions d'euros et d'autre part de l'amortissement de trois lignes de TSR pour un montant de 160 millions d'euros.

Les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 12,3 millions d'euros contre 2,3 millions en 2004. Cette hausse s'explique suite au placement de 10 millions d'euros correspondant aux TSR non souscrits auprès d'une Caisse régionale au 31 décembre 2005 par RADIANT (du fait du décalage début 2006 de l'émission privée de cette Caisse régionale).

Le montant du report à nouveau se situe à 150 342 euros. Il correspond à 82 020 euros de report à nouveau en 2004 et de 68 322 euros de résultat non distribué en 2005.

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 1 002 052 euros contre 933 670 euros en 2004. Ce montant correspond principalement aux commissions de garanties, de service financier et service titre sous forme de provisions passées pour l'ensemble des TSR Radian.

Produits et charges

Le résultat d'exploitation s'élève à - 5,98 millions d'Euros contre - 5,42 millions en 2004. Ce résultat regroupe principalement les commissions de service financier, titre et de garantie.

Le résultat financier s'élève à 6 millions d'euros.

Les produits financiers sont constitués de 117 millions d'intérêts des TSR émis par les Caisses Régionales et de 3,8 millions d'autres intérêts et produits assimilés. Les charges financières sont constituées de 113 millions d'intérêts des TSR émis par Radian et de 1,7 million de dotations aux amortissements des primes des TSR publics.

Ces comptes font apparaître au 31 décembre 2005 un résultat fiscal de 276 243 euros et un bénéfice comptable de 42 615 euros contre 118 322 euros au 31 décembre 2004.

Cette baisse s'explique essentiellement par l'augmentation de la contribution sociale de l'Organic (soit une charge supplémentaire d'environ 60 000 euros, dont 40 000 euros de rattrapage au titre de l'exercice 2004, relatif à la hausse du taux de la contribution de 0.13% à 0.16%) et par un supplément de charges pour les CAC lié notamment aux travaux sur l'IFRS.

AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2005, s'élevant à 42.615 euros :

- Bénéfice de l'exercice :	42. 615 euros
- Report à nouveau :	150 342 euros
Constituant un résultat distribuable de :	192 957 euros
- à titre de dividendes :	50 000 euros

En conséquence, 7 385 euros sont prélevés sur le Report à nouveau.

Le dividende de 1 euro par action serait mis en paiement au siège social à compter du 21 juin 2006.

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis de Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice du bénéfice distribué	Dividende par action	Réfaction (art.243 bis CGI)	
		Montant éligible	Montant non éligible
Exercice clos le 31/12/2002	1 €	N /A	
Exercice clos le 31/12/2003	1 €	N /A	
Exercice clos le 31/12/2004	1 €	3 €	49.997 €

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas de dépenses non déductibles fiscalement en charge.

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Néant

PRISES DE PARTICIPATION

Néant

PRISES DE CONTROLE

Néant

CESSION DE PARTICIPATIONS

Néant

SOCIETES CONTROLEES

Notre Société ne contrôle aucune société au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce.

ACTIONNARIAT

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 41 au 30 juin 2006, sont représentées au sein du capital. 7 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), CRCAM du Midi (2 590 actions, soit 5,18 %) et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537actions, soit 5,07 %).

CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous allons maintenant vous donner lecture du rapport général de vos Commissaires aux comptes et de leur rapport spécial sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

Nous vous indiquons par ailleurs qu'aucune convention courante n'a été conclue à des conditions normales au titre de l'exercice écoulé et que le Commissaire aux comptes en a été dûment informé.

RAPPORT SUR LE CONTROLE INTERNE

En application des dispositions de l'article L. 225-37 al.6 du Code de commerce, nous allons vous donner lecture du rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle mises en place par la Société.

Nous vous rappelons que ce rapport fera l'objet d'une mise en ligne sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers, en application des articles L. 225-37 du Code de commerce et 221-7 du Règlement Intérieur de l'Autorité des Marchés Financiers.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société.

Situation des mandats des administrateurs :

Nous vous informons que les mandats d'administrateurs suivants sont arrivés à échéance :

- a. mandat de Monsieur Jean-Michel Ozoux, dont le mandat de Président du Conseil d'administration arrive également à échéance ;
- b. mandat de la Caisse Régionale Charente-Périgord ;
- c. mandat de la Caisse Régionale Nord-de-France ;
- d. mandat de la Caisse Régionale Pyrénées-Gascogne.

Nous vous proposons de renouveler les mandats de ces administrateurs pour une période de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2005, les mandataires sociaux de la Société n'ont perçu aucune rémunération ni aucun jeton de présence. Pour les mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées au sein du groupe Crédit Agricole, seules les rémunérations et avantages dont le coût est supporté par la Société sont concernés par cette information.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES : néant

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration

ANNEXE 1 COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2005

BILAN AU 31 DECEMBRE 2005 (en euros)

ACTIF

	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS	NET 31/12/2005	NET 31/12/2004	ANNEXES
Autres participations					
Autres titres immobilisés	2 410 456 862		2 410 456 862	2 275 197 339	Annexe 1 (a)
Autres immobilisations financières					
ACTIF IMMOBILISE	2 410 456 862		2 410 456 862	2 275 197 339	
Autres créances	346 576		346 576	0	
Valeurs mobilières de placement	12 311 137		12 311 137	2 273 985	Annexe 1 (d)
Disponibilités	221 142		221 142	229 048	
ACTIF CIRCULANT	12 878 855	0	12 878 855	2 503 034	
Primes de remboursement des obligations	1 051 153		1 051 153	1 347 240	Annexe 1 (b)
TOTAL GENERAL	2 424 386 871	0	2 424 386 871	2 279 047 613	

PASSIF

	31/12/05	31/12/04	ANNEXES
Capital social ou individuel dont versé	750 000	750 000	Annexe 1 (e)
Réserve légale	76 224	76 224	
Réserves réglementées	12 245	12 245	
Autres réserves	853 251	853 251	
Report à nouveau	150 342	82 020	
RESULTAT DE L'EXERCICE	42 615	118 322	
CAPITAUX PROPRES	1 884 678	1 892 063	Annexe 1 (f)
Provisions pour charges	392 290	392 290	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	392 290	392 290	Annexe1(c)
DETTES FINANCIERES			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	2 420 917 608	2 275 625 413	Annexe 1 (b)
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 002 052	933 670	Annexe 1 (b)
Dettes fiscales et sociales	190 240	204 176	
DETTES	2 422 109 901	2 276 763 260	
TOTAL GENERAL	2 424 386 871	2 279 047 613	
Résultat de l'exercice en centimes	42 615,00	118 322,00	
Total du bilan en centimes	2 424 386 871,22	2 279 047 615,54	

COMPTE DE RESULTAT AU 31 Décembre 2005
(en euros)

	31/12/05	31/12/04	ANNEXES
Production vendue de services			
Chiffre d'affaires net			
Autres produits			
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Autres achats et charges externes	5 682 458	5 192 087	
Impôts, taxes et versements assimilés	228 942	167 531	
Autres charges	69 246	59 725	
CHARGES D'EXPLOITATION	5 980 646	5 419 343	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-5 980 646	-5 419 344	
Perte supportée ou Bénéfice transféré	0	0	
Produits financiers de participation			
Produits autres valeurs mobilières, créances immo.	117 169 034	127 517 289	Annexe 1 (g)
Autres intérêts et produits assimilés	3 821 113	3 053 134	
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Produits nets cession valeurs mobilières placement	47 535	35 350	
PRODUITS FINANCIERS	121 037 682	130 605 773	
Dotations financières, amortissements, provisions	1 701 526	1 757 973	
Intérêts et charges assimilées	113 220 327	123 276 851	
CHARGES FINANCIERES	114 921 853	125 034 824	
RESULTAT FINANCIER	6 115 829	5 570 949	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	135 183	151 605	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 463 591	6 107 667	
Reprises sur provisions et transferts de charges		66 684	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 463 591	6 174 351	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 462 697	6 106 116	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 462 697	6 106 116	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	894	68 235	
Impôts sur les bénéfices	93 462	101 518	
TOTAL DES PRODUITS	124 501 273	136 780 124	
TOTAL DES CHARGES	124 458 658	136 661 802	
BENEFICE OU PERTE	42 615	118 322	

ANNEXE 2

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2005

I. FAITS CARACTERISTIQUES

Les lignes de décembre 90, avril 91 et décembre 91 connaissent une dernière refixation de taux le 17/12/2005 pour les sept années à venir, le taux des TSR privés passe de 4,59% à 3,89% et le taux des TSR publics passe de 4,13% à 3,43%

Radian a procédé à deux émissions en 2005 :

- En juin : une émission de 200 millions d'euros d'une durée de 15 ans et ayant la première année un coupon fixe de 3.60% puis les années suivantes des coupons indexés sur l'indice IPC des prix à la consommation français (hors tabac).
- En novembre : une émission de 110 millions d'euros d'une durée de 12 ans et ayant un coupon fixe de 3.60%

Radian a connu en 2005 l'amortissement de trois lignes de TSR : juin 93 à 7.50%, décembre 93 à 6.25% et juin 98 à 5% pour un montant global d'environ 160 millions d'euros.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

La situation au 31 décembre 2005 a été établie selon les règles et principes comptables édictés par le nouveau plan comptable général (règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999)

Les choix, parmi les méthodes légales, sont les suivants :

- Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
- Lorsque des émissions et des souscriptions comportent une prime d'émission :
 - les titres souscrits par RADIANT auprès des caisses régionales sont enregistrés à leur coût d'acquisition, primes d'émission incluses ou net de primes d'émission selon que le titre est émis au-dessus ou en dessous du pair,
 - les titres émis par RADIANT auprès du public sont comptabilisés pour la valeur totale de remboursement. Les primes d'émission sont inscrites au passif pour les émissions au-dessus du pair et à l'actif dans le cas d'émissions en dessous du pair,
 - les primes d'émission sont inscrites au compte de résultat de façon linéaire sur la durée des souscriptions et des emprunts.
- Les sorties des titres de participation, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement, sont valorisées d'après la méthode PEPS.
- La comptabilisation d'une provision pour impôt différé dans les comptes sociaux de RADIANT traduit la charge future d'impôt sur les sociétés dont il conviendra d'effectuer le calcul sur la base des coupons courus au 31 décembre 1992, des titres subordonnés souscrits auprès des Caisses Régionales dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres. Le montant de cette charge future d'impôt sur les sociétés est diminué du montant de l'impôt différé actif sur les déficits reportables.

(a) IMMOBILISATIONS (en euros)

Les mouvements comptables concernant les immobilisations financières jusqu'au 31 décembre 2005 sont les suivants :

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Début exercice	Acquisitions
Autres participations		
Autres titres immobilisés (1)	2 240 451 885	301 910 200
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	34 745 455	
TOTAL GENERAL	2 275 197 340	301 910 200

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Amortissement / Rachat	Amortissement Prime 2005	Fin exercice
Autres participations Autres titres immobilisés (1) Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	163 083 392	1 109 320	2 378 169 373 32 287 490
TOTAL GENERAL	163 083 392	1 109 320	2 410 456 863

(1) Détail des titres immobilisés

DETAIL DES TITRES IMMOBILISES			Nominal	Prime d'émission	Amortissements prime d'émission	Total
DECEMBRE	1990	3,89 %	133 392 882	-	-	133 392 882
AVRIL	1991	3,89 %	104 884 922	67 597	20 450	104 932 069
DECEMBRE	1991	3,89 %	25 001 637	95 277		25 096 914
JUIN	1993	7,65 %		5 098	5 098	
DECEMBRE	1993	6,40 %		-114	-114	
SEPTEMBRE	1996	6,65 %	94 518 384	-30 832	-17 949	94 505 501
NOVEMBRE	1996	6,15 %	205 043 928	59 102	31 355	205 071 675
DECEMBRE	1996	6,15 %	12 195 921	30 964	16 427	12 210 458
JUIN	1997	6,15 %	16 769 391	68 719	36 457	16 801 653
DECEMBRE	1997	5,75 %	66 620 217	63 930	21 506	66 662 641
JUIN	1998	5,15 %		83 830	83 830	
JUIN	1998	5,40 %	224 862 292	1 563 581	456 620	225 969 253
DECEMBRE	1998	4,65 %	162 482 687	1 573 139	405 512	163 650 314
MAI	1999	4,25 %	92 000 000	-233 861	-53 316	91 819 456
JUIN	1999	4,65 %	129 350 000	-232 426	-51 697	129 169 271
NOVEMBRE	1999	5,40 %	140 800 000	-850 038	-173 042	140 123 004
JUIN	2000	5,70 %	173 500 000	456 763	83 234	173 873 529
DECEMBRE	2000	5,80 %	144 500 000	127 580	21 519	144 606 061
MAI	2001	5,40 %	85 000 000	3 267	510	85 002 757
JUIN	2001	5,50 %	71 500 000	47 612	7 361	71 540 251
NOVEMBRE	2003	4,63 %	113 000 000	830 371	93 487	113 736 884
NOVEMBRE	2004	4,23 %	77 200 000	1 016 675	102 880	78 113 795
JUIN	2005	3,60 %	200 000 000			200 000 000
NOVEMBRE	2005	3,60 %	90 000 000	1 721 539	19 192	91 702 347
NOVEMBRE	2005	3,60 %	10 000 000	188 660		10 188 660
TOTAL GENERAL			2 372 622 261	6 656 433	1 109 320	2 378 169 373

(b) CREANCES ET DETTES (en euros)

Les créances et dettes constatées au 31 décembre 2005 se présentent comme suit :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières (1)	32 287 490	32 287 490	
Autres créances	346 576	346 576	
TOTAL GENERAL	32 634 066	32 634 066	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an, 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes d'établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 420 917 609	360 093 508	1 136 911 798	923 912 303
Fournisseurs et comptes rattachés	1 002 052	1 002 052		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	190 240	190 240		
Groupe et associés				
TOTAL GENERAL	2 422 109 901	361 285 800	1 136 911 798	923 912 303

(1) Intérêts courus non échus des souscriptions de titres subordonnés présentés en immobilisations financières.

(2) Emissions de titres subordonnés :

- Nominal : 2 382 622 261
- Primes d'émission au-dessus du pair : 6 804 009
- (taux d'émission supérieur à 100 %) (*)
- Intérêts courus non échus : 31 491 339

(*) Les primes d'émission nettes au-dessous du pair (1 051 153 euros) sont présentées à l'actif

	Début exercice	Augmentations	Dotations Amt	Fin exercice
Primes d'émission des TSR émis en dessous du Pair (1)	1 347 240		296 087	1 051 153

(1) Amortissements des primes d'émission au-dessous du pair (taux d'émission inférieur à 100 %)

(c) PROVISIONS (en euros)

Les provisions pour la situation au 31 décembre 2005 sont les suivantes :

RUBRIQUES	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour impôts (1)	392 290			392 290
TOTAL PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	392 290			392 290
Autres provisions pour dépréciation (VMP)				
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL	392 290			392 290

(1) Cette provision pour impôts différés d'un montant de 392 290 euros correspond à la charge future d'impôt sur les sociétés calculée sur la base des coupons courus 1992 des TSR souscrits auprès des caisses régionales, dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

(d) DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT (en euros)

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	Valeur bilan	Prix marché	Provision
CA-AM MONE CASH 3DEC	12 021 359	12 021 359	
CAPITOP TRESORERIE	289 778	289 778	
TOTAL	12 311 137	12 311 137	

(e) COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL (en Euros)

Le capital social est fixé à 750 000 euros et divisé en 50 000 actions de 15 Euros chacune (AGE du 18 juin 1999)

Principal actionnaire : néant.

(f) VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)

	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	CAPITAUX PROPRES
31 12 2003 avant affectation	750 000	941 721		132 020	1 823 741
Affectation du résultat (1)			82 020	-132 020	-50 000
Résultat 2004				118 322	118 322
31 12 2004 avant affectation	750 000	941 721	82 020	118 322	1 892 063
Affectation du résultat (2)			68 322	-118 322	-50 000
Résultat 2005				42 615	42 615
31 12 2005 avant affectation	750 000	941 721	150 342	42 615	1 884 678

(1) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2004

(2) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2005

(f) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (En K€)

RUBRIQUES	Entreprises liées
ACTIF IMMOBILISE	
Autres titres immobilisés	2 378 169
Autres immobilisations financières	32 287
DETTES	
Emprunts et dettes/Etablissements de crédit	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	919
Autres dettes	
CHARGES	
Autres achats et charges externes	
- Commissions sur emprunts	3 815
- Autres charges diverses d'exploitation	6
Autres charges	
PRODUITS	
Commissions sur prêts	
Autres produits financiers	117 169

(g) ENGAGEMENTS HORS BILAN (en euros)

RUBRIQUES	Montant hors bilan
Autres engagements reçus :	
Sur les émissions d'emprunts RADIAN : (1)	2 963 560 642
- capital	2 382 622 261
- intérêts courus non échus	31 491 339
- intérêts non courus, non échus	549 447 042
TOTAL	2 963 560 642

(1) Crédit Agricole S.A. garantit le remboursement du nominal et des intérêts des émissions des emprunts RADIAN.

(h) IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

DENOMINATION SOCIALE ET SIEGE SOCIAL	Forme	Montant capital	% détenu
Crédit Agricole S.A. 91/93, Boulevard Pasteur - 75015 PARIS	SA	4 491 966 903	

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A..

ANNEXE 3 - RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (en euros)

DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/2005 12 mois	31/12/2004 12 mois	31/12/2003 12 mois	31/12/2002 12 mois	31/12/2001 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires H.T.					
Résultat avant impôts, participation, dotations amortissements et provisions	1 837 602	1 977 813	2 920 258	1 836 798	2 207 922
Impôts sur les bénéfices	93 462	101 518	1 082 897	76 482	183 046
Participation des salariés					
Dotations amortissements et provisions	1 701 525	1 757 973	1 705 341	1 709 782	1 706 145
Résultat net	42 615	118 322	132 020	50 534	318 733
Résultat distribué		50 000	50 000	50 000	318 500
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dotations amortissements et provisions	34	37	36	35	40
Résultat après impôt, participation, dotations amortissements et provisions	0	2	2	1	6
Dividende attribué	0	1	1	1	6
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés					
Masse salariale					
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales...)					

II) RAPPORT SUR LE CONTROLE INTERNE

RADIAN
Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 750.000 euros
Siège social : Immeuble Cotentin
90, bd Pasteur
75015 PARIS
RCS Paris n°B 352 020 150

RAPPORT DU PRESIDENT SUR LE CONTROLE INTERNE **EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2005** **Article L. 225-37 du Code de commerce**

Chers actionnaires,

En référence d'une part à l'Article L 225-37 du Code de Commerce, qui prévoit que les sociétés qui font appel public à l'épargne sont dans l'obligation d'établir un rapport par l'intermédiaire de leur Président, et en référence d'autre part aux principes et normes en vigueur au sein du groupe Crédit Agricole S.A. et plus largement du groupe Crédit Agricole en matière de gouvernance et, en complément du rapport de gestion, je vous rends compte, dans le présent rapport, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société Radian (ci-après « la Société » ou « Radian »).

Le présent rapport a été finalisé sur la base de la documentation et des reportings disponibles au sein de l'établissement au titre du dispositif réglementaire de contrôle interne. En outre, des échanges réguliers, portant sur le contrôle interne, l'activité et les comptes de l'établissement, sont intervenus entre le Président du Conseil d'administration, le Directeur général, le service comptable et le commissaire aux comptes. Enfin, le présent rapport a été présenté au Conseil lors de sa séance du 26 avril 2006.

I. PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

1. PRESENTATION DU CONSEIL

A. Fonctionnement général du Conseil

- Nombre de membres (art. 14.1 des statuts) : le Conseil d'administration doit être composé de 3 à 18 membres, personnes physiques ou morales.
- Durée du mandat (art. 14.2 des statuts) : les administrateurs sont nommés ou renouvelés pour 3 ans renouvelables par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui peut les révoquer à tout moment.
- Nombre minimum d'actions (art. 15 des statuts) : chaque administrateur doit être propriétaire d'une action de la Société.
- Président (art. 18 des statuts et 2.B du règlement intérieur) : le Conseil élit en son sein un Président personne physique dont il détermine la rémunération.

Le Président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure d'accomplir leur mission.

- Les fonctions de Président et de Directeur Général sont dissociées.
- Convocations (art. 16.1 des statuts) : le Conseil se réunit sur convocation du Président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige (dans les faits, le conseil se réunit au moins chaque semestre pour l'arrêté des comptes).

Lorsque le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de 2 mois, le tiers au moins des administrateurs ou le Directeur général peuvent demander au Président de convoquer le Conseil sur un ordre du jour déterminé.

Les convocations sont faites par tous moyens, au moins 3 jours à l'avance. Elles peuvent être verbales et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

- Lieu (art. 16.1 des statuts) : la réunion a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.
- Délibération (art. 16.2 des statuts) : le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les administrateurs peuvent participer à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence, sauf pour les décisions concernant la nomination, la révocation et la rémunération du Président, du Directeur général et des Directeurs généraux délégués, l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion (art. 1.2 du règlement intérieur).

B. Règles spécifiques

- La Société est dotée d'un règlement intérieur. Il n'existe pas d'autres chartes ou règles internes spécifiques.
- Le Conseil est informé de la situation financière, de la situation de la trésorerie ainsi que des engagements de la Société par la mise à disposition de dossiers spécifiques afférents aux ordres du jour de ses réunions.
 - o Délai préalable habituel de mise à disposition des documents : en moyenne une semaine.
 - o Contenu de l'information communiquée aux administrateurs avant les réunions du Conseil : rapports et éléments comptables, économiques et financiers.
 - o Formations spécifiques proposées aux administrateurs : néant.
- Il n'a pas été pris de mesures spécifiques d'évaluation des performances du Conseil.

2. PRESENTATION DES COMITES (D'AUDIT ET DES COMPTES/ DES REMUNERATIONS/ DES NOMINATIONS)

Aucun comité n'a été mis en place.

3. MISE EN PLACE DES NOUVELLES REGLES OU RECOMMANDATIONS EN VIGUEUR AUX ETATS-UNIS EN MATIERE DE « CORPORATE GOVERNANCE » (SARBANES OXLEY ACT)

La SA Radian, n'ayant aucune participation directe ou indirecte dans une société ayant une activité aux Etats-Unis, n'est pas concernée par cette réglementation.

4. PRESENTATION DES LIMITATIONS QUE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION APORTE AU POUVOIR DU DIRECTEUR GENERAL

Dans les relations internes de la Société et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, le Directeur général doit obtenir l'accord du Conseil (en référence au règlement intérieur) :

- pour définir le plafond annuel des émissions autorisées ;
- pour la réalisation de toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières et immobilières nécessaires à la réalisation de l'objet social, d'un montant supérieur à 10 millions d'euros ;
- pour la constitution de sûretés et garanties de toute nature sur les biens de la Société.

II. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

Définition du dispositif de contrôle interne

a. Acteurs ou structures exerçant des activités de contrôle

- Champ et répartition des compétences : la Société entre dans le périmètre de contrôle interne du Groupe Crédit Agricole.
- Niveau de rattachement des différents acteurs ou structures : les acteurs opérationnels de la structure sont, la Direction de la Gestion Financière de Crédit Agricole S.A. pour les opérations financières – émissions, rachats - et CACEIS-CT pour la tenue de la comptabilité et des comptes, sous le contrôle de la Direction de la Gestion Financière.
- Organisation des délégations / autorisations : Radian (par son Directeur général) délègue à Crédit Agricole S.A. les questions financières, juridiques (en liaison avec le Cabinet d'avocats SHUBERT-COLLIN), le traitement des questions fiscales et celles relatives à la déontologie.
- Rôle des différents acteurs ou structures exerçant des activités de contrôle interne : les entités opérationnelles (cf. supra) appliquent leurs principes et procédures de Contrôle Interne et de déontologie à l'activité qu'elles assurent pour le compte de Radian. L'Inspection Générale de Crédit Agricole S.A. (IGL) exerce un contrôle direct ou indirect via la Direction de la Gestion Financière.

b. Dispositions spécifiques à l'élaboration de l'information financière et comptable

- Principaux acteurs impliqués dans le contrôle de cette information : les comptes sont préparés par CACEIS-CT, sous le contrôle du Directeur Général de la Société. Des réunions de pré arrêté sont tenues au sein de la Direction de la Gestion Financière (analyse des comptes, préparation de comptes d'exploitation prévisionnels, rapprochements comptabilité / gestion, ...).
- Liaisons avec les Commissaires aux comptes : les relations avec les Commissaires aux comptes ont lieu dans le cadre des diligences récurrentes accomplies par le cabinet KPMG et dans le cadre de la vérification de l'arrêté des comptes annuels et semestriels.

Il est rappelé que le dispositif de contrôle interne mis en œuvre par Radian s'inscrit dans un cadre de normes et de principes rappelés ci-dessous (« références ») et déclinés d'une façon adaptée aux différents niveaux du Groupe Crédit Agricole afin de répondre au mieux aux obligations réglementaires propres aux activités bancaires.

1. PRINCIPES D'ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

Principes fondamentaux

Les principes d'organisation et les composantes du contrôle interne de Radian, communs à l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole au sein du périmètre de contrôle interne, sont :

- la couverture exhaustive des activités,
- la responsabilité de l'ensemble des acteurs,
- une définition claire des tâches (convention de prestation de services entre Radian et Crédit Agricole S.A., mandat de gestion entre Crédit Agricole S.A. et CACEIS-CT pour les activités de Services aux Emetteurs),
- une séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle,
- des normes et procédures, notamment comptables et de traitement de l'information, formalisées et à jour,
- des procédures pour le montage et le placement des émissions,
- des systèmes de mesure des résultats (les comptes étant établis par une société indépendante),
- un système de contrôle, comprenant des contrôles permanents : obligations réglementaires lors de chaque émission (visa AMF, autorisations d'émettre par les Caisses régionales, ...) et des contrôles périodiques : examen des comptes chaque semestre (cohérence avec l'activité, perspectives d'équilibre de la société).

Pilotage du dispositif

Il n'a pas été nommé de Responsable du Contrôle Interne au sein de Radian, cette fonction étant assurée par le Directeur Général, sous le contrôle du Président du Conseil d'administration.

Rôle de l'organe délibérant : Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré.

Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne.

Rôle de l'organe exécutif

L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant (le Conseil d'Administration approuve périodiquement les conditions d'émission et suit l'équilibre d'exploitation de la société).

L'organe exécutif gère le fonctionnement de la société, en faisant appel aux prestataires externes offrant les compétences requises et susceptibles d'assurer la coordination des opérations.

Il s'assure que chaque prestataire dispose de procédures de contrôle interne à son niveau (reportings lui permettant de vérifier le bon fonctionnement de la société).

Il s'assure que le dispositif de contrôle interne fait l'objet d'un suivi permanent, destiné à vérifier son adéquation et son efficacité. Il est informé s'il y a lieu des principaux dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permet d'identifier et des mesures correctrices proposées.

Périmètre et organisation consolidée des dispositifs de la filiale

La Société n'a pas de filiales.

2. DESCRIPTION SYNTHETIQUE DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE ET DE MAITRISE DES RISQUES AUXQUELS EST SOUMISE L'ENTREPRISE

Mesure et surveillance des risques

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risque, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la Société Radian et émissions réalisées par les Caisses régionales.

Périodiquement, la Direction de la Gestion Financière de Crédit Agricole S.A. s'assure de l'équilibre actif / passif de la Société Radian.

Dispositif de contrôle permanent

- les factures à régler par la SA Radian font l'objet d'un contrôle,
- les autorisations d'émettre sont vérifiées lors de chaque émission.

Elaboration de l'information comptable et financière

La fonction comptable de Radian est organisée selon un principe de délégation à CACEIS-CT, qui gère le plan de comptes et les référentiels associés, assure des contrôles de cohérence et d'exhaustivité, établit en temps voulu les états financiers individuels et consolidés et les déclarations fiscales relevant de sa responsabilité. Par sa mission d'élaboration de l'information comptable, CACEIS-CT, sous l'autorité du Directeur Général, est à l'origine de l'information financière diffusée au public par Radian. Elle assure en outre la coordination avec les travaux des commissaires aux comptes.

Piloté par CACEIS-CT, le dispositif de contrôle comptable, qui fait partie intégrante du système de contrôle de Radian, s'appuie sur une méthodologie formalisée visant à s'assurer du respect des dispositions légales et réglementaires (notamment l'existence et la continuité de la piste d'audit) par le système d'information comptable et réglementaire de Radian et des référentiels qui leur sont associés.

Enfin, CACEIS-CT transmet des reportings à Crédit Agricole S.A., conformément aux instructions de la Direction de la Comptabilité et de la Consolidation de Crédit Agricole S.A., afin de permettre l'élaboration des comptes consolidés du groupe Crédit Agricole.

Contrôle périodique (Inspection/Commissaires Aux Comptes)

- Audit interne par l'Inspection :

Des missions d'audit périodiques visent à s'assurer du respect des règles externes et internes (procédures), de la fiabilité et de l'exhaustivité des informations, et de la fiabilité de la comptabilité. Ces missions concourent à vérifier la pertinence des dispositifs de contrôle interne et de l'adéquation des moyens.

- Audit des Commissaires Aux Comptes :

Dans ce cadre, les missions des commissaires aux comptes contribuent notamment à la vérification de la fiabilité des données de la comptabilité.

Jean-Michel OZOUX
Président du Conseil d'administration

III) RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LE CONTROLE INTERNE

RADIAN S.A

Rapport du commissaire aux comptes

établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Radian S.A., pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Exercice clos le 31 décembre 2005
RADIAN S.A
90, boulevard Pasteur - 75015 Paris

Référence : PB-06-2-118

RADIAN S.A.

Siège social : 90, boulevard Pasteur – 75015 Paris

Capital social : € 750.000

Rapport du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société RADIAN S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 15 mai 2006

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Pascal Brouard

Associé

IV) RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RADIAN S.A

Rapport général
du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2005
RADIAN S.A
90, boulevard Pasteur - 75015 Paris

RADIAN S.A.

Siège social : 90, boulevard Pasteur – 75015 Paris

Capital social : €.750.000

Rapport général du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs

En exécution de la mission qui nous a été confiée par assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2005, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société RADIAN S.A , tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

L'annexe aux comptes annuels de la société expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres émis et souscrits par la société. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables évoquées ci-dessus et des informations données dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Nos travaux ont également comporté des contrôles substantifs étendus relatifs aux opérations sur titres.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Paris La Défense, le 15 mai 2006

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Pascal Brouard

Associé

V) TABLEAU DE FINANCEMENT

Tableau des flux de trésorerie de Radian (en K€)		
	2005	2004
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net	43	118
Variation du besoin en fonds de roulement	-284	-1 078
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (1)	-241	-960
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations financières	-301 910	-112 975
Cessions d'immobilisations financières	164 193	170 752
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (2)	-137 717	57 777
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	-50	-50
Emissions d'emprunts	312 230	112 975
Remboursement d'emprunts	-164 193	-170 752
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (3)	147 987	-57 827
Variation de trésorerie (1 + 2 + 3)	10 029	-1 010
Trésorerie d'ouverture	2 503	3 513
Trésorerie de clôture	12 532	2 503
Variation de trésorerie	10 029	-1 010

VI) RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RADIAN S.A

Rapport spécial
du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2005
RADIAN S.A
90, boulevard Pasteur - 75015 Paris

RADIAN S.A.

Siège social : 90, boulevard Pasteur – 75015 Paris

Capital social : €.750.000

**Rapport spécial
du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

	Paris La Défense, le 15 mai 2006
	KPMG Audit
	<i>Département de KPMG S.A.</i>
	Pascal Brouard
	<i>Associé</i>

B - COMPTES 1^{er} semestre 2006**BILAN AU 30 JUIN 2006**

(en euros)

ACTIF

	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENT S	NET 30/06/2006	NET 31/12/2005	ANNEXES
Autres participations Autres titres immobilisés	2 418 697 241		2 418 697 241	2 410 456 862	Annexe 1 (a)
Autres immobilisation s financières					
ACTIF IMMOBILISE	2 418 697 241		2 418 697 241	2 410 456 862	
Autres créances Valeurs mobilières de placement	46 039		46 039	346 576 12 311 137	Annexe 1 (e)
Disponibilités	2 385 325		2 385 325	221 142	
ACTIF CIRCULANT	2 431 364		2 431 365	12 878 855	
Primes de remboursement des obligations	901 130		901 130	1 051 153	Annexe 1 (b)
TOTAL GENERAL	2 422 029 736		2 422 029 737	2 424 386 871	

PASSIF

	30/06/06	31/12/05	ANNEXES
Capital social ou individuel dont versé	750 000	750 000	Annexe 1 (e)
Réserve légale	76 224	76 224	
Réserves réglementées	12 245	12 245	
Autres réserves	853 251	853 251	
Report à nouveau	142 958	150 342	
RESULTAT DE L'EXERCICE	78 627	42 615	
CAPITAUX PROPRES	1 913 306	1 884 678	Annexe 1 (f)
Provisions pour charges	392 290	392 290	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	392 290	392 290	Annexe1(c)
DETTES FINANCIERES			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			Annexe 1 (b)
Emprunts et dettes financières divers	2 417 943 778	2 420 917 608	
DETTES D'EXPLOITATION			Annexe 1 (b)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 665 402	1 002 052	
Dettes fiscales et sociales	94 959	190 240	
Autres dettes			
DETTES	2 419 724 140	2 422 109 901	
TOTAL GENERAL	2 422 029 737	2 424 386 871	
Résultat de l'exercice en centimes	78 627,00	42 615,00	
Total du bilan en centimes	2 422 029 737,79	2 424 386 871 ,22	

COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2006

(en euros)

	30/06/06	31/12/05	30/06/05	ANNEXES
Production vendue de services				
Chiffre d'affaires net				
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes	1 946 350	5 682 458	1 955 823	
Impôts, taxes et versements assimilés	94 959	228 942	138 649	
Autres charges	29 495	69 246	33 294	
CHARGES D'EXPLOITATION	2 070 805	5 980 646	2 127 766	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 070 805	-5 980 646	-2 127 767	
Perte supportée ou Bénéfice transféré	0	0	0	
Produits financiers de participation				
Produits autres valeurs mobilières, créances immo.	58 655 467	117 169 034	57 937 786	Annexe 1 (g)
Autres intérêts et produits assimilés	1 097 207	3 821 113	879 617	
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Produits nets cession valeurs mobilières placement	24 227	47 535	20 767	
PRODUITS FINANCIERS	59 776 902	121 037 682	58 838 171	
Dotations financières, amortissements, provisions	906 997	1 701 526	869 960	
Intérêts et charges assimilées	56 716 205	113 220 327	55 920 524	
CHARGES FINANCIERES	57 623 203	114 921 853	56 790 484	
RESULTAT FINANCIER	2 153 698	6 115 829	2 047 687	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	82 893	135 183	-80 080	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	12 899 231	3 463 591		
Reprises sur provisions et transferts de charges				
PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 899 231	3 463 591		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	12 895 927	3 462 697		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
CHARGES EXCEPTIONNELLES	12 895 928	3 462 697		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3 304	894		
Impôts sur les bénéfices	7 570	93 462	49 280	
TOTAL DES PRODUITS	72 676 133	124 501 273	58 838 171	
TOTAL DES CHARGES	72 597 506	124 458 658	58 967 531	
BENEFICE OU PERTE	78 627	42 615	-129 360	

ANNEXE 1

ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2006

I. FAITS CARACTERISTIQUES

La Caisse Régionale Loire Haute Loire a émis en décalage des TSR privés pour un montant de 10 000 000 euros le 23/01/2006.

Durant le premier semestre 2006 Radian a procédé à un rachat partiel de titres en bourse sur trois lignes de TSR pour un montant de 12 273 470 euros.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

La situation au 30 juin 2006 a été établie selon les règles et principes comptables édictés par le nouveau plan comptable général (règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999)

Les choix, parmi les méthodes légales, sont les suivants :

- Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
- Lorsque des émissions et des souscriptions comportent une prime d'émission :
 - . les titres souscrits par RADIAN auprès des caisses régionales sont enregistrés à leur coût d'acquisition, primes d'émission incluses ou net de primes d'émission selon que le titre est émis au-dessus ou en dessous du pair,
 - . les titres émis par RADIAN auprès du public sont comptabilisés pour la valeur totale de remboursement. Les primes d'émission sont inscrites au passif pour les émissions au-dessus du pair et à l'actif dans le cas d'émissions en dessous du pair,
 - . les primes d'émission sont inscrites au compte de résultat de façon linéaire sur la durée des souscriptions et des emprunts.
- Les sorties des titres de participation, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement, sont valorisées d'après la méthode PEPS.
- La comptabilisation d'une provision pour impôt différé dans les comptes sociaux de RADIAN traduit la charge future d'impôt sur les sociétés dont il conviendra d'effectuer le calcul sur la base des coupons courus au 31 décembre 1992, des titres subordonnés souscrits auprès des Caisses Régionales dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres. Le montant de cette charge future d'impôt sur les sociétés est diminué du montant de l'impôt différé actif sur les déficits reportables.

(a) IMMOBILISATIONS (en euros)

Les mouvements comptables concernant les immobilisations financières jusqu'au 30 juin 2006 sont les suivants :

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Début exercice	Acquisitions
Autres participations		
Autres titres immobilisés (1)	2 378 169 373	10 288 700
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	32 287 490	
TOTAL GENERAL	2 410 456 863	10 288 700

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Amortissement / Rachat	Amortissement Prime 2006	Fin exercice
Autres participations			
Autres titres immobilisés (1)	12 273 470	606 952	2 375 577 651
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)			43 119 592
TOTAL GENERAL	12 273 470	606 952	2 418 697 243

(1) *Détail des titres immobilisés*

DETAIL DES TITRES IMMOBILISES			Nominal	Prime d'émission	Amortissements prime d'émission	Total
DECEMBRE	1990	3,89 %	133 392 882	-	-	133 392 882
AVRIL	1991	3,89 %	104 884 922	40 433	-3 357	104 928 712
DECEMBRE	1991	3,89 %	25 001 637	81 709	-6 784	25 090 130
SEPTEMBRE	1996	6,65 %	94 518 384	4 917	8 901	94 514 401
NOVEMBRE	1996	6,15 %	205 043 928	-3 350	-15 548	205 056 126
DECEMBRE	1996	6,15 %	12 195 921	-1 755	-8 146	12 202 312
JUIN	1997	6,15 %	16 769 391	-3 896	-18 079	16 783 574
DECEMBRE	1997	5,75 %	66 620 217	21 094	-10 665	66 651 976
JUIN	1998	5,40 %	224 862 292	667 093	-219 934	225 749 319
DECEMBRE	1998	4,65 %	157 909 217	723 990	-221 819	158 855 025
MAI	1999	4,25 %	92 000 000	-127 667	26 439	91 845 894
JUIN	1999	4,65 %	126 650 000	-122 982	28 874	126 498 145
NOVEMBRE	1999	5,40 %	140 800 000	-505 377	85 810	140 208 813
JUIN	2000	5,70 %	168 500 000	271 828	-50 850	168 822 678
DECEMBRE	2000	5,80 %	144 500 000	84 719	-10 671	144 595 390
MAI	2001	5,40 %	85 000 000	2 251	-253	85 002 504
JUIN	2001	5,50 %	71 500 000	32 951	-3 650	71 536 601
NOVEMBRE	2003	4,63 %	113 000 000	644 165	-46 359	113 690 524
NOVEMBRE	2004	4,23 %	77 200 000	811 761	-51 017	78 062 778
JUIN	2005	3,60 %	200 000 000			200 000 000
NOVEMBRE	2005	3,73 %	90 000 000	1 560 223	-71 062	91 631 285
NOVEMBRE	2005	3,73 %	10 000 000	231 517	21 428	10 210 089
JANVIER	2006	3,73 %	10 000 000	208 282	-40 209	10 248 491
TOTAL GENERAL			2 370 348 791	4 621 907	-606 952	2 375 577 651

(b) CREANCES ET DETTES (en euros)

Les créances et dettes constatées au 30 juin 2006 sont les suivantes :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières (1)	43 119 592	43 119 592	
Autres créances	46 039	46 039	
TOTAL GENERAL	43 165 631	43 165 631	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an, 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes d'établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 417 943 778	370 106 491	1 280 663 493	767 173 794
Fournisseurs et comptes rattachés	1 685 402	1 685 402		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	94 959	94 959		
Groupe et associés				
TOTAL GENERAL	2 419 724 139	371 886 852	1 280 663 493	767 173 794

(1) Intérêts courus non échus des souscriptions de titres subordonnés présentés en immobilisations financières.

(2) Emissions de titres subordonnés :

- Nominal : 2 370 348 791
- Primes d'émission nettes au-dessus du pair : 6 048 893
(taux d'émission supérieur à 100 %) (*)
- Intérêts courus non échus : 41 546 095

(*) Les primes d'émission nettes au-dessous du pair (901 130,53 euros) sont présentées à l'actif

	Début exercice	Augmentations	Dotations Amt	Fin exercice
Primes d'émission des TSR émis en dessous du pair	1 051 153		150 022	901 131

(c) PROVISIONS (en euros)

Les provisions pour la situation au 30 juin 2006 sont les suivantes :

RUBRIQUES	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour impôts (1)	392 290			392 290
TOTAL PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	392 290			392 290
Autres provisions pour dépréciation (VMP)				
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL	392 290			392 290
Dotations et reprises d'exploitation				
Impôt sur les sociétés différé				

(1) Cette provision pour impôts différés d'un montant de 392 290 euros correspond à la charge future d'impôt sur les sociétés calculée sur la base des coupons courus 1992 des TSR souscrits auprès des caisses régionales, dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

(d) COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL (en Euros)

Le capital social est fixé à 750 000 euros et divisé en 50 000 actions de 15 Euros chacune (AGE du 18 juin 1999)

Principal actionnaire : néant

(e) VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)

	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	CAPITAUX PROPRES
31 12 2003 avant affectation	750 000	941 721		132 020	1 823 741
Affectation du résultat (1)			82 020	-132 020	-50 000
Autres variations					
Résultat 2004				118 322	118 322
31 12 2004 avant affectation	750 000	941 721	82 020	118 322	1 892 063
Affectation du résultat (2)			68 322	-118 322	-50 000
Autres variations					
Résultat 2005				42 615	42 615
31 12 2005 avant affectation	750 000	941 721	150 342	42 615	1 884 678
Affectation du résultat (2)				-42 615	-50 000
Autres variations					
Résultat au 30/06/2006				78 627	78 627
30 06 2006 avant affectation	750 000	941 721	142 957	78 627	1 913 305

(1) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2004

(2) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2005

(3) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2006

(f) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (En K€)

RUBRIQUES	Entreprises liées
ACTIF IMMOBILISE	
Autres titres immobilisés	2 375 578
Autres immobilisations financières	43 120
DETTES	
Emprunts et dettes/Etablissements de crédit	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	1 556
Autres dettes	
CHARGES	
Autres achats et charges externes	
- Commissions sur emprunts	1 534
- Autres charges diverses d'exploitation	2
Autres charges	
PRODUITS	
Commissions sur prêts	
Autres produits financiers	58 655

(g) ENGAGEMENTS HORS BILAN (en euros)

RUBRIQUES	Montant hors bilan
Autres engagements reçus :	
Sur les émissions d'emprunts RADIAN : (1)	2 902 445 483
- capital	2 370 348 791
- intérêts courus non échus	43 119 592
- intérêts non courus, non échus	488 977 101
TOTAL	2 902 445 483

(1) Crédit Agricole S.A. garantit le remboursement du nominal et des intérêts des émissions des emprunts RADIAN.

(h) IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

DENOMINATION SOCIALE ET SIEGE SOCIAL	Forme	Montant capital	% détenu
Crédit Agricole S.A. 91/93, Boulevard Pasteur - 75015 PARIS	SA	4 491 966 903	

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A..

Annexe 3

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RADIAN S.A

Rapport du commissaire aux
comptes sur l'examen limité
des comptes semestriels

Période du 1^{er} janvier 2006 au 30 juin 2006
90, boulevard Pasteur - 75015 Paris

Référence : PB-06-3-25

RADIAN S.A.

Siège social : 90, boulevard Pasteur – 75015 Paris

Capital social : € 750.000

Rapport général du commissaire aux comptes

Période du 1^{er} janvier 2006 au 30 juin 2006

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à : l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires de la société RADIAN relatifs à la période du 1^{er} janvier 2006 au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ; la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas, au regard des règles et principes comptables français, relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes intermédiaires, et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes intermédiaires sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires.

Paris La Défense, le 25 septembre 2006

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Pascal Brouard

Associé

ANNEXE 4

COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 12 2004

Le rapport général du Commissaire aux comptes
figure dans les pages 42 et 43 du prospectus visé par l'AMF n° 05-576 en date du 24 juin 2005;
les comptes historiques figurent dans les pages 30 et 31 de ce même prospectus

CHAPITRE VI

ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

6.1. Composition et fonctionnement des organes d'administration, de direction

6.1.0. Composition des organes d'administration, de direction

Président :

Monsieur Jean PHILIPPE : Directeur Général Adjoint de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Pyrénées Gascogne
Date de la première nomination et échéance du mandat : 20 septembre 2006 – 2009

Administrateurs :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France représentée par Monsieur Jacques DURAND, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord représentée par Monsieur François MACE, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

Caisse Régionale de Crédit Agricole Pyrénées Gascogne représentée par Monsieur Jean PHILIPPE, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

CAAM Group (anciennement SEGESPAR) représenté par Monsieur Jean-Yves COLIN, Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole Asset Management
Date de la première nomination et échéance du mandat : 04 septembre 1989 – 2008

Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général de RADIANT et Directeur de la Gestion Financière de Crédit Agricole s.a
Date de la première nomination et échéance du mandat : 29 mars 2000 – 2008

Madame Sylvie ACHIN-GRUOT, présidente du directoire CACEIS Corporate Trust
Date de la première nomination et échéance du mandat : 22 septembre 2005 – 2008

Direction

Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général

Contrôle

Commissaires aux comptes

Titulaire

KPMG SA - 1 - Cours Valmy - 92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Société représentée par Monsieur Pascal BROUARD
Suppléant

Madame Francine MORELLI
1 - Cours Valmy - 92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Responsable de l'information

Monsieur Olivier NICOLAS

6.1.1. Fonctionnement des organes d'administration, de direction

A) Nombre et dates des réunions du conseil d'administration, du directoire :

- 2 réunions du Conseil d'administration ont eu lieu au cours de l'exercice écoulé : le 20 avril et le 22 septembre 2005
- 2 réunions du Conseil d'administration ont eu lieu durant l'année 2006 le 26 avril et le 20 septembre 2006

B) Comités constitués par l'organe d'administration, de direction :

Aucun comité n'a été mis en place par l'organe d'administration, de direction pour RADIAN S.A

C) Audit et Gouvernement d'entreprise

La société RADIAN se conforme au régime du gouvernement d'entreprise en vigueur en France

6.2. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'Emetteur

6.2.0. La répartition des jetons de présence est déterminée par le Conseil (art.14.6 des statuts). Il n'a pas été attribué de jetons de présence

6.2.1. Options de souscription ou d'achat d'actions

Sans objet

6.2.2. Actionnariat

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 41 au 30 juin 2006, sont représentées au sein du capital. 7 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), CRCAM du Midi (2 590 actions, soit 5,18 %) et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537 actions, soit 5,07 %).
Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIAN.

6.2.3. Principaux actionnaires

Les principales Caisses régionales sont représentées ainsi aucun contrôle n'est exercé de manière abusive.

6.3. Mention des schémas d'intéressement du personnel :

Sans objet

6.3. Conflit d'intérêt :

Il n'y a aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs à l'égard de la société RADIAN de l'une quelconque des personnes composant l'organe d'administration et de direction et leurs intérêts privés.

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

7.1. EVOLUTION RECENTE

RADIAN a procédé à une émission de Titres Subordonnés Remboursables au mois de novembre 2005 d'une durée de 12 ans, avec un taux fixe de 3,60 % pour le compte de huit Caisses Régionales.

En décembre 2005, les premières lignes de TSR RADIAN émises en 1990 et 1991 ont fait l'objet le 17 décembre d'une 2^{ème} et dernière refixation pour leurs 7 dernières années qui a porté sur près de 263 millions d'euros, avec un taux passant de 4,13 % à 3,43 % jusqu'en 2012.

Il n'y a pas d'événements significatifs survenus depuis la clôture des comptes au 30 juin 2006.

Lors du 1^{er} semestre 2006, RADIAN n'a pas réalisé d'émission de TSR, le niveau satisfaisant des ratios prudentiels des Caisse Régionales ne l'ayant pas nécessité.

7.2. PERSPECTIVES D'AVENIR

RADIAN, qui bénéficie de la garantie de Crédit Agricole s A, demeure le principal instrument de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole. De ce fait, son activité future restera rythmée par les demandes ponctuelles des Caisses Régionales.

CHAPITRE VIII

ACTUALISATION LIEE A L' ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT EUROPEEN N°809/2004 DU 29 AVRIL 2004 PRIS EN APPLICATION DE LA DIRECTRICE 2003/71/CE DITE « DIRECTRICE PROSPECTUS »

ORGANES D' ADMINISTRATION , DE DIRECTION

ORGANIGRAMME

La société RADIANT reste l'instrument privilégié de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Les Caisses Régionales ont recours d'avantage en 2005 aux émissions de TSR du fait d'un contexte d'activité crédit toujours très soutenue.

Les Caisses régionales sollicitent RADIANT S.A afin de chercher à maintenir le niveau de leurs ratios en levant des fonds propres sous la forme de TSR.

INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR - CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION DE L'EMETTEUR

Il n'existe aucun changement significatif de la situation financière de RADIANT depuis le 30 juin 2006. Il ne s'est produit aucun événement récent propre à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité .

TENDANCES

Aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'émetteur depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés.

Aucun événement ou tendance connue n'est susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur pour l'exercice en cours

DEUXIEME PARTIE : LE GARANT

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE GARANT ET SON CAPITAL

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03

CHAPITRE V

PATRIMOINE - SITUATION FINANCIERE - RESULTATS DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D 05-0233 pour les comptes 2004,
- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03

CHAPITRE VI

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET CONTROLE INTERNE

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03

En complément aux renseignements publiés dans les documents mentionnés ci-dessus, le Garant a porté à la connaissance du public les deux communiqués de presse suivants :

A - Communiqué de presse en date du 19 septembre 2006 :

Crédit Agricole Structured Asset Management (CASAM) a acquis 100% du capital d'Ursa Capital LLC (Ursa), société holding américaine spécialisée dans les comptes gérés en gestion alternative, aujourd'hui renommée CASAM Americas.

Par cette opération, CASAM accélère le développement de son offre. Elle intègre ainsi un important portefeuille de 44 comptes gérés en gestion alternative, et le droit d'utiliser les indices Dow Jones Hedge Fund. Elle acquiert aussi une base de données de plus de 4000 hedge funds et fonds de hedge funds.

Grâce à cette acquisition, CASAM détient, désormais, aux Etats-Unis, une société complètement opérationnelle et intégrée, dotée de deux filiales disposant de licences de conseil en investissement, Starview Capital Management - renommée CASAM Advisers - et Lyra Capital.

Avec aujourd'hui, au total, 64 comptes gérés et 10 stratégies de gestion alternative, la plateforme CASAM offre aux structureurs, investisseurs institutionnels et gérants de fonds de fonds, des solutions innovantes diversifiées et adaptées à leurs besoins.

Le groupe CASAM représente plus de 40 milliards d'euros d'actifs sous gestion, dont 2,1 milliards d'euros au titre des comptes gérés en gestion alternative.

Garry Crowder, fondateur et actuel Chief Executive Officer d'Ursa, est confirmé dans ses fonctions et nommé Chief Executive Officer de CASAM Americas.

Didier Centis est nommé Chief Operating Officer de CASAM Americas.

Frédéric Neefs est nommé Deputy Chief Executive Officer de CASAM Americas.

B - Communiqué de presse en date du 11 octobre 2006

Crédit Agricole S.A. acquiert un réseau de 654 agences en Italie

A la suite du Conseil d'Administration de ce jour, Crédit Agricole S.A. a annoncé ce jour qu'il est parvenu à un accord avec Banca Intesa en vue d'acquérir le contrôle de Cassa di Risparmio di Parma e Piacenza et Banca Popolare FriulAdria SpA, ainsi que 193 agences du Groupe Banca Intesa, ce qui représente un important réseau de 654 agences. Le périmètre global a été valorisé à 5,96 milliards d'euros. Crédit Agricole S.A. a annoncé également qu'une décision serait prise avant le 31 janvier 2007 sur l'évolution du partenariat en Italie avec Banca Intesa dans le domaine de la gestion d'actifs. L'activité de crédit à la consommation, conduite par Agos, sera poursuivie sans changement pendant trois ans. Crédit Agricole S.A. restera actionnaire de la nouvelle banque résultant du projet de fusion, mais ramènera sa participation au-dessous de 5 %, contre 9,1 % pro forma auparavant, et sortira du pacte d'actionnaires de Banca Intesa.

La Fondation Cariparma a consenti à la cession de Cariparma à Crédit Agricole S.A. et elle est prête à investir entre 10 et 20 % dans la nouvelle entité combinée. Les Caisses régionales de Crédit Agricole ont, elles aussi, l'intention de prendre 10 % du capital, tandis que Crédit Agricole S.A. en acquerra 70 à 80 %. L'acquisition de 80 % du périmètre cible représente un investissement de 4,8 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Considérant que cet accord préserve et renforce les intérêts stratégiques de Crédit Agricole S.A. en Italie tout en respectant les intérêts des autres actionnaires de Banca Intesa, Crédit Agricole S.A. votera en faveur de la fusion de Banca Intesa et de San Paolo IMI et a apporté son soutien total à l'opération.

Le Président de Crédit Agricole S.A., René Carron, a déclaré : « Nous sommes présents en Italie depuis 1990 et entretenons, depuis de nombreuses années, des relations de travail étroites avec Banca Intesa. Nous l'avons épaulée à maintes reprises. Cet accord nous offre une excellente occasion de nous développer en Italie directement et de manière significative, à travers un réseau de qualité et dans un pays qui est considéré comme l'un des marchés de la banque de détail les plus attractifs d'Europe. Cariparma et FriulAdria représentent un tremplin idéal pour développer notre présence en Italie. Je me réjouis également que les Caisses régionales aient décidé d'investir aux côtés de Crédit Agricole S.A., car cela montre clairement qu'elles adhèrent à la stratégie de développement international du Groupe. »

Georges Pauget, Directeur général de Crédit Agricole S.A., a ajouté : « La création en Italie d'un vaste réseau d'agences appelé à se développer est complémentaire de nos acquisitions antérieures dans la zone euro. Il s'agit là d'un nouveau pas en avant, très important, dans notre développement international. Moins d'une année après le lancement de notre plan stratégique, nous avons transformé nos participations minoritaires en participations de contrôle et avons développé nos opérations de banque de détail en Italie et en Grèce, deux des marchés européens dont la croissance est la plus forte. Nous allons renforcer Cariparma et FriulAdria avec l'ouverture de 100 agences supplémentaires et nous travaillerons de concert pour leur permettre d'augmenter leur croissance et leur rentabilité. Avec cette opération, le PNB des implantations à l'international dépassera en 2008 la barre des 50 %, qui est l'un de nos objectifs stratégiques. »

L'accord annoncé s'inscrit dans la droite ligne de la stratégie de Crédit Agricole S.A. . Fin décembre 2005, Crédit Agricole S.A. a lancé un ambitieux plan de développement à trois ans avec pour objectifs d'accélérer sa croissance interne en France et de développer sa présence à l'international, tout en maintenant le même profil de risques. Une enveloppe de 5 milliards d'euros a été prélevée sur les cash flows libres pour les acquisitions à l'international réalisées pendant cette période sur la base d'un programme d'investissement fortement orienté vers la banque de détail et plus particulièrement axé sur le bassin méditerranéen, l'Europe de l'Est et l'Europe centrale. Ce développement a rapidement évolué avec les acquisitions d'Emporiki Bank (Grèce), d'EAB (Egypte), de Meridian Bank (Serbie), d'Index Bank (Ukraine), de Fidis (financement automobile, Italie) et du pôle bancassurance de BES (Portugal).

De plus, Crédit Agricole S.A. a indiqué qu'il envisagerait des acquisitions plus importantes au cas par cas. Ce rachat d'un grand réseau de banque de détail en Italie est une étape d'envergure dans le développement du Groupe à l'international.

Calendrier de l'opération

L'opération pourra être réalisée sous réserve de l'approbation de la fusion de Banca Intesa et de San Paolo IMI par leurs actionnaires et de l'agrément des autorités de tutelle compétentes. Elle devrait être finalisée au premier trimestre 2007.

Détails financiers de l'opération

L'opération porte sur 100 % du capital de Cariparma et sur 76 % du capital de FriulAdria, ainsi que sur 193 agences de Banca Intesa, soit 654 agences au total. Ce périmètre global a été valorisé à 5,96 milliards d'euros.

Pour Crédit Agricole S.A., l'investissement réalisé s'élève à 4,8 milliards d'euros et sera financé à hauteur de 3 milliards d'euros au travers d'une augmentation de capital et le solde sur ressources propres ; une augmentation de capital de 4 milliards d'euros devrait être lancée au cours du 1^{er} semestre 2007, pour financer à la fois cette acquisition et pour renforcer la marge de manoeuvre financière du Groupe. Les Caisses Régionales de Crédit Agricole ont l'intention d'exercer l'intégralité de leurs droits de souscription à cette augmentation de capital.

Selon les estimations, les synergies totales résultant de la valorisation commerciale et de l'alignement opérationnel du réseau racheté se chiffrent à 130 millions d'euros avant impôt et seront réalisées d'ici 2009, les coûts de mise en oeuvre étant estimés à 105 millions d'euros.

L'opération est conforme aux critères d'acquisition de Crédit Agricole S.A., tant en termes d'impact sur le bénéfice par action que de retour sur investissement.

Elle ne devrait avoir aucune répercussion sur les notations Crédit Agricole S.A. et le ratio de fonds propres durs de Crédit Agricole S.A. restera égal ou supérieur à 7,5 %.

Banque de détail

Le réseau de banque de détail racheté par Crédit Agricole S.A. comprend 654 agences, dont 311 appartiennent à Cariparma, 150 à FriulAdria et 193 à Banca Intesa qui seront rattachées à Cariparma et FriulAdria selon des critères de proximité géographique.

Ce nouveau réseau emploie près de 7 000 personnes et compte quelque 1,4 million de clients. Il est concentré dans le nord, où se situent 88 % des agences, offrant ainsi un accès aux régions les plus riches d'Italie. Sa part de marché en nombre d'agences est supérieure à 5 % dans 13 régions et elle dépasse 10 % dans 5 régions. Globalement, dans les 42 provinces couvertes par le réseau, celui-ci détient 3,6 % du marché. Au total, le réseau représente un produit net bancaire de 1,4 milliard d'euros, des prêts à la clientèle de 20 milliards d'euros et des dépôts clients de 21 milliards d'euros en 2005.

Les principaux facteurs de réussite de l'opération sont les excellents résultats obtenus jusqu'à présent par les équipes dirigeantes de Cariparma et de FriulAdria, la qualité et la concentration géographique des agences rachetées, le positionnement attrayant du portefeuille clients, et les similarités culturelles avec le Crédit Agricole.

Le projet d'entreprise de Crédit Agricole S.A. repose sur la création de valeur par le biais de la valorisation commerciale, de l'alignement des performances et de l'accélération de la croissance à travers l'ouverture d'une centaine d'agences prévues d'ici 2010.

Gestion d'actifs

Crédit Agricole S.A. et Banca Intesa ont convenu par ailleurs d'étudier la faisabilité de la mise en place d'une plate forme européenne de gestion d'actifs réunissant le Groupe CAAM, CAAM sgr et SPIMI Asset Management. Les parties ont jusqu'au 31 janvier 2007 pour prendre une décision à ce sujet. Au cas où elles décideraient de ne pas poursuivre ce projet, les deux parties procéderaient alors au démontage de CAAM sgr selon les termes de l'accord Nextra de décembre 2005, CAAM se concentrant en Italie sur les activités institutionnelles originelles ainsi que sur le réseau de banque de détail nouvellement acquis.

Crédit à la consommation

Agos, le partenariat performant créé entre Crédit Agricole S.A. et Banca Intesa dans le crédit à la consommation, continuera à fournir des produits à Banca Intesa au cours des trois prochaines années, selon les mêmes modalités. Agos est actuellement numéro 2 sur le marché italien du crédit à la consommation, dont il détient 10 % et où il a assuré l'intégralité de la gestion des crédits à la consommation de Banca Intesa depuis octobre 2004.

Calyon et Morgan Stanley sont conseillers financiers de Crédit agricole S.A., sur cette opération.

A découper et à adresser à :

✂-----

CRÉDIT AGRICOLE SA
Service des Publications
91/93 Boulevard Pasteur - 75015 - PARIS

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Désire recevoir :

- ☐ le document de référence du garant ayant reçu le numéro de dépôt D.05-0233 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 17 mars 2005 pour les comptes 2004
- ☐ le document de référence du garant ayant reçu le numéro de dépôt D 06-0188 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 30 mars 2006,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03,
- ☐ le prospectus RADIANT relatif à l'admission de Titres subordonnés remboursables ayant reçu le numéro de visa 05-576 en date du 21 juin 2005 pour les comptes 2004
- ☐

